



PRIORITÉS POUR LA PROSPÉRITÉ



Banque européenne d'investissement | Groupe

PRIORITÉS POUR LA PROSPÉRITÉ

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



Banque européenne
d'investissement | Groupe

Rapport d'activité 2024 du Groupe Banque européenne d'investissement
Priorités pour la prospérité

© Banque européenne d'investissement, 2025.

98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

Tous droits réservés.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante :
publications@eib.org.

Pour de plus amples informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter le site web www.eib.org.
Vous pouvez également écrire à l'adresse info@eib.org. Abonnez-vous à notre bulletin électronique à l'adresse
www.eib.org/sign-up.

© Crédits photo : BEI, Energy Dome, Verkor, Swappie, Matr Foods, Rim Foam, Shutterstock et Gettyimages.

Publication de la Banque européenne d'investissement.
Imprimé sur du papier FSC®.

QUE CONTIENT LE PRÉSENT RAPPORT ?

Les populations et les entreprises attendent de l'Europe qu'elle soutienne des investissements pour l'avenir. Des investissements qui améliorent leur quotidien. Des investissements qui renforcent la sécurité et offrent de nouvelles possibilités. En 2024, le Groupe BEI a annoncé une Feuille de route stratégique qui répond justement à ces attentes. En articulant nos activités autour de huit grandes priorités, nous cherchons à accélérer la transition écologique, à stimuler l'innovation technologique, à renforcer la sécurité et la défense, et à soutenir la cohésion régionale et les infrastructures sociales. Notre engagement en faveur du développement international et de l'intégration des marchés des capitaux assure une forte présence de l'Europe à l'échelle mondiale. **Nos priorités stimulent la croissance, la prospérité et le progrès technologique et social dans les différents États membres, dans l'ensemble de l'Union européenne (UE) et partout ailleurs dans le monde.** Elles cadrent avec les objectifs des dirigeants européens en matière de compétitivité, d'autonomie stratégique et de sécurité économique. Ce que nous entreprenons dans ces domaines contribue à faire entendre la voix de l'Europe dans le monde et à relever les défis géopolitiques d'aujourd'hui. Le présent rapport met en évidence les projets qui illustrent notre action concernant chacune de ces priorités.

TABLE DES MATIÈRES

2 FAITS MARQUANTS DE 2024 – ACTIVITÉ DE PRÊT ET DONNÉES SUR L'IMPACT

4 LE GROUPE BEI DANS VOTRE PAYS

6 LA BEI DANS VOTRE RÉGION DU MONDE

9 NOS GRANDES PRIORITÉS STRATÉGIQUES

1. ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT

- 12 Allemagne – De l'énergie issue de la Terre-Mère
- 13 Allemagne – De l'électricité verte pour le poumon vert du pays
- 14 France – Une giga-avancée pour les batteries
- 16 Italie – Un dôme d'énergie renouvelable
- 18 Pologne – Protection assurée

2. TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE

- 22 Belgique – Adieu les masques
- 23 Finlande – Une technologie sans date d'expiration
- 24 Allemagne – Des véhicules qui viennent à vous
- 25 Italie – Un avenir électrisant
- 26 Espagne – La révolution de la moto
- 27 Autriche – Une solution verte pour l'acier
- 28 Espagne et Suède – Une vague d'innovation
- 29 Pologne – Une avancée lumineuse
- 30 France – Des anticorps qui s'adaptent

3. SÉCURITÉ ET DÉFENSE

- 34 Danemark – Esbjerg se réinvente

4. UNE POLITIQUE DE COHÉSION MODERNE

- 38 Italie – Une décision difficile
- 39 Roumanie – Une transition qui passe par les toits
- 40 Slovénie – Développer l'énergie verte
- 41 Pologne – Une voie vers la mer

5. INFRASTRUCTURES SOCIALES

- 44 Chypre – Un logement pour déployer ses ailes
- 45 Autriche – Plein d'espace à louer
- 46 Tchéquie – Ostrava de retour sur le devant de la scène
- 47 Italie – Lorsque « banque » rime avec « éthique »

6. AGRICULTURE ET BIOÉCONOMIE

- 50 Grèce – Un réservoir de résilience
- 51 Espagne – Une nouvelle source de biocarburant
- 52 Danemark – Du hachis de champignons
- 54 Allemagne – Moderniser la production laitière
- 55 Allemagne – Une solution savoureuse

7. INVESTISSEMENTS À FORT IMPACT DANS LE MONDE

- 58 Bosnie-Herzégovine – Regarder vers l'avenir
- 62 Albanie – Sur la bonne voie
- 63 Ukraine – Se serrer les coudes
- 64 Afrique du Sud, Mozambique et Taïwan – Des fonds propres pour des résultats concrets
- 65 Mauritanie – Un avenir fait de diversité

8. UNION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

- 68 Espagne et France – Des plateformes pour mobiliser du capital

72 L'ORIGINE DES FONDS DE LA BEI

74 GOUVERNANCE

75 LES GRANDES LIGNES DU PLAN D'ACTIVITÉ 2025-2027 DU GROUPE

FAITS MARQUANTS DE 2024

**ACTIVITÉ DU GROUPE BEI
EN 2024**

**88,8 Mrd
EUR**

**ACTIVITÉ DE LA
BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT
EN 2024**

**68,2 Mrd EUR
dans l'UE**

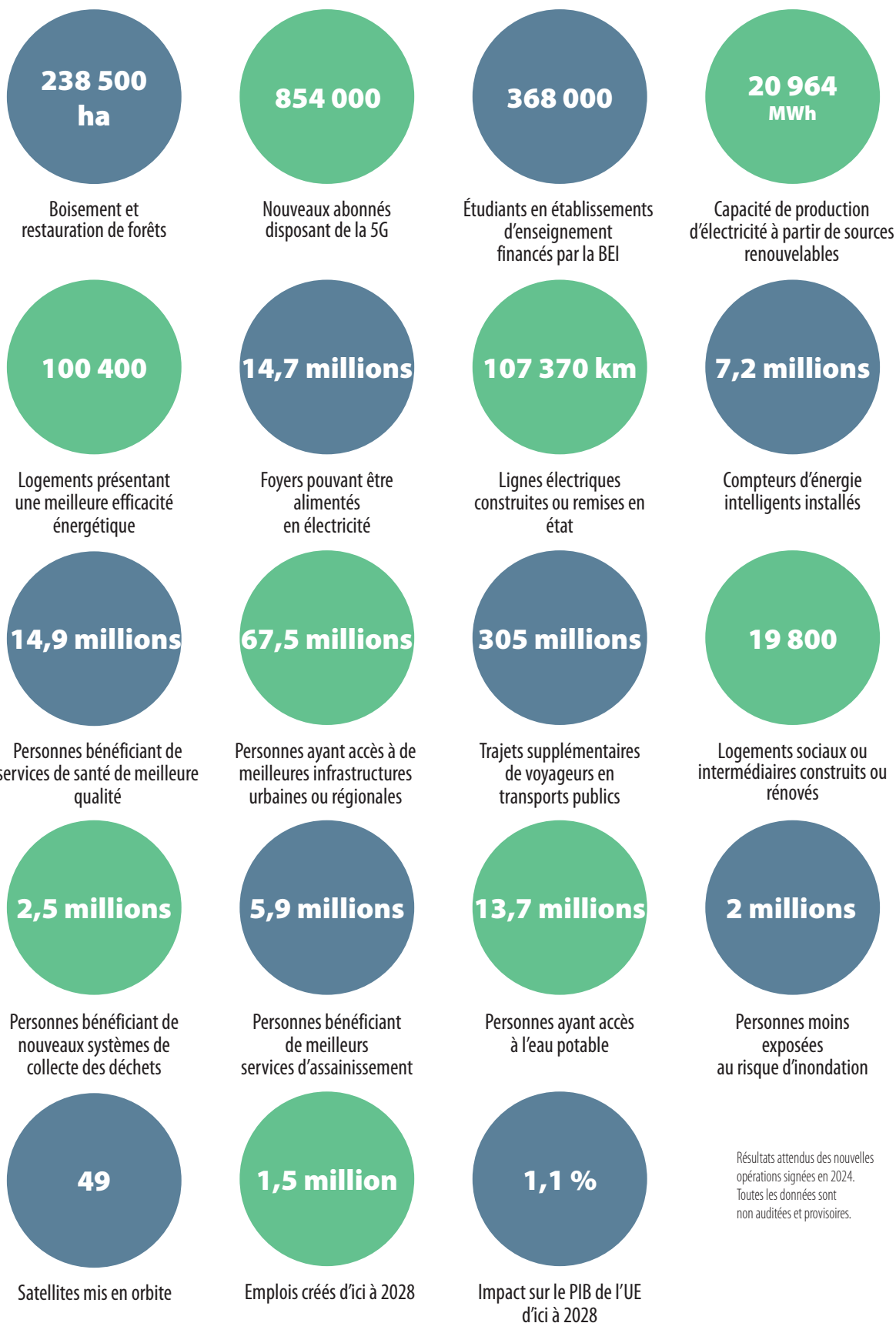
**8,4 Mrd EUR
en dehors de l'UE**

Le Fonds européen d'investissement (FEI), qui fait partie du Groupe BEI, est spécialisé dans le capital-risque à l'appui des microentreprises et des petites et moyennes entreprises. Il s'attache à stimuler la croissance et l'innovation en Europe. Le FEI met à disposition des financements et son savoir-faire pour des opérations d'investissement et de garantie solides et viables. Il a pour actionnaires la BEI, la Commission européenne, ainsi que des banques et établissements financiers publics et privés.

**ACTIVITÉ DU
FONDS EUROPÉEN
D'INVESTISSEMENT
EN 2024**

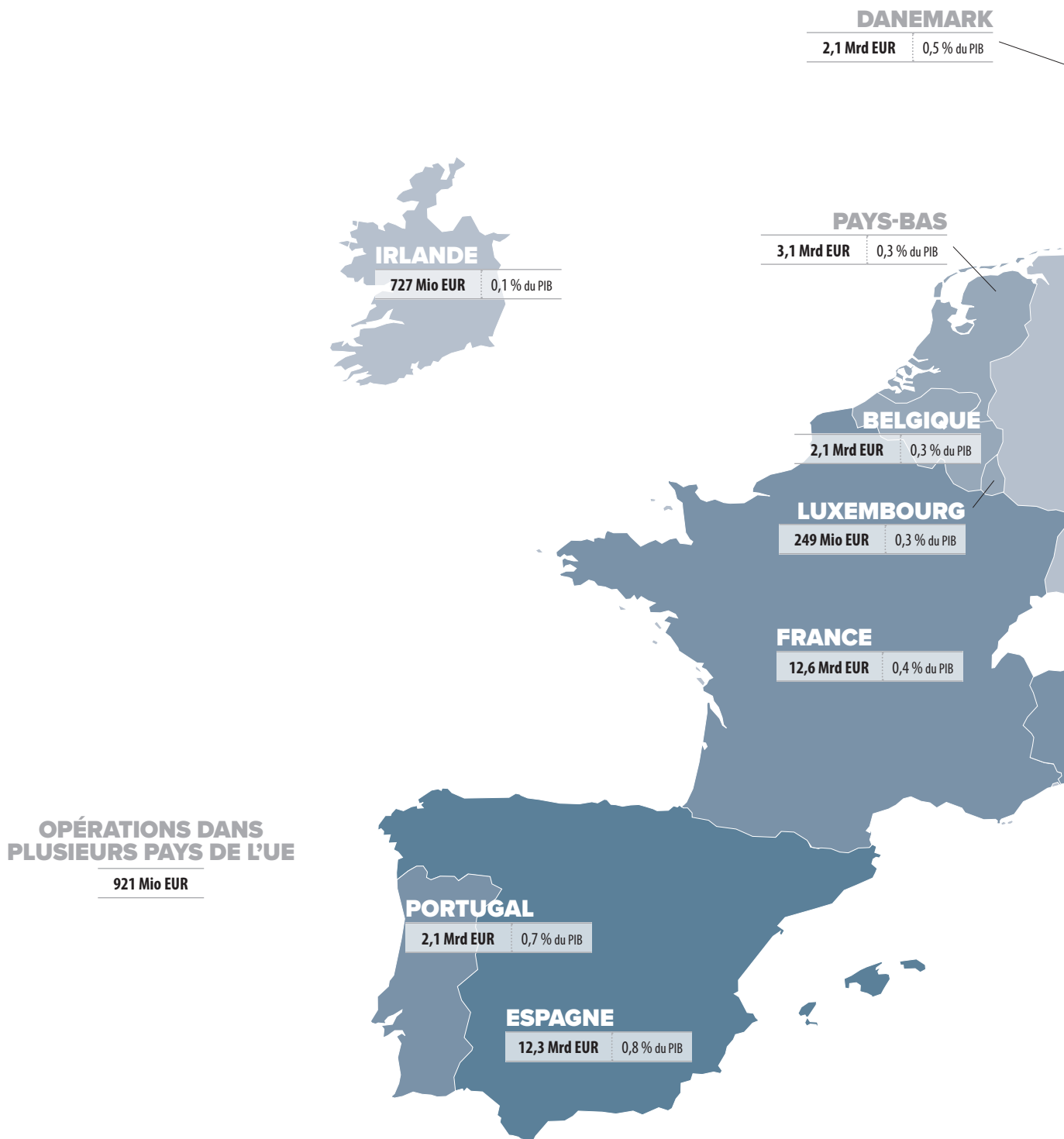
**14,4 Mrd
EUR**

L'IMPACT DES OPÉRATIONS DE LA BEI

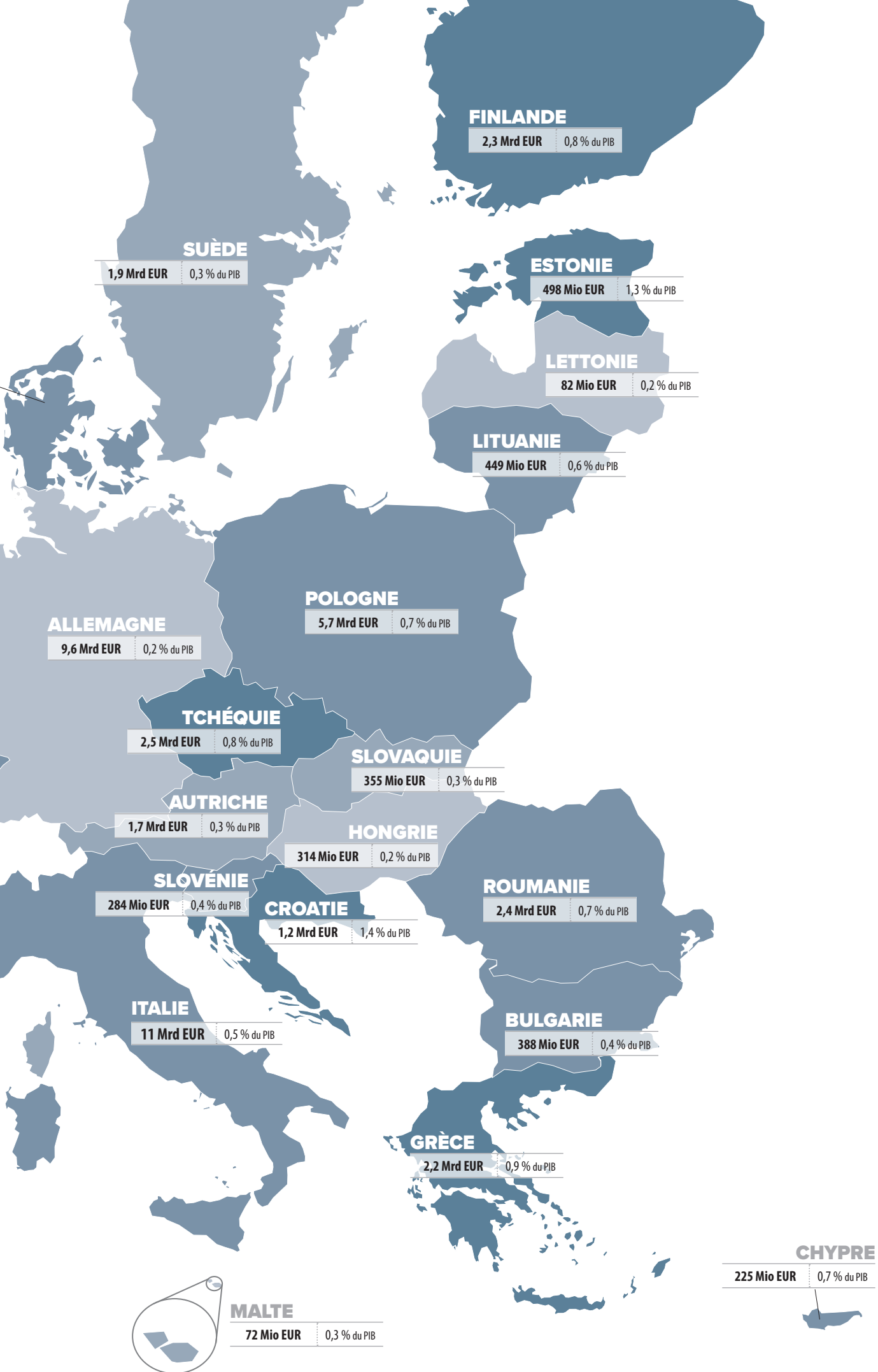


Résultats attendus des nouvelles opérations signées en 2024. Toutes les données sont non auditées et provisoires.

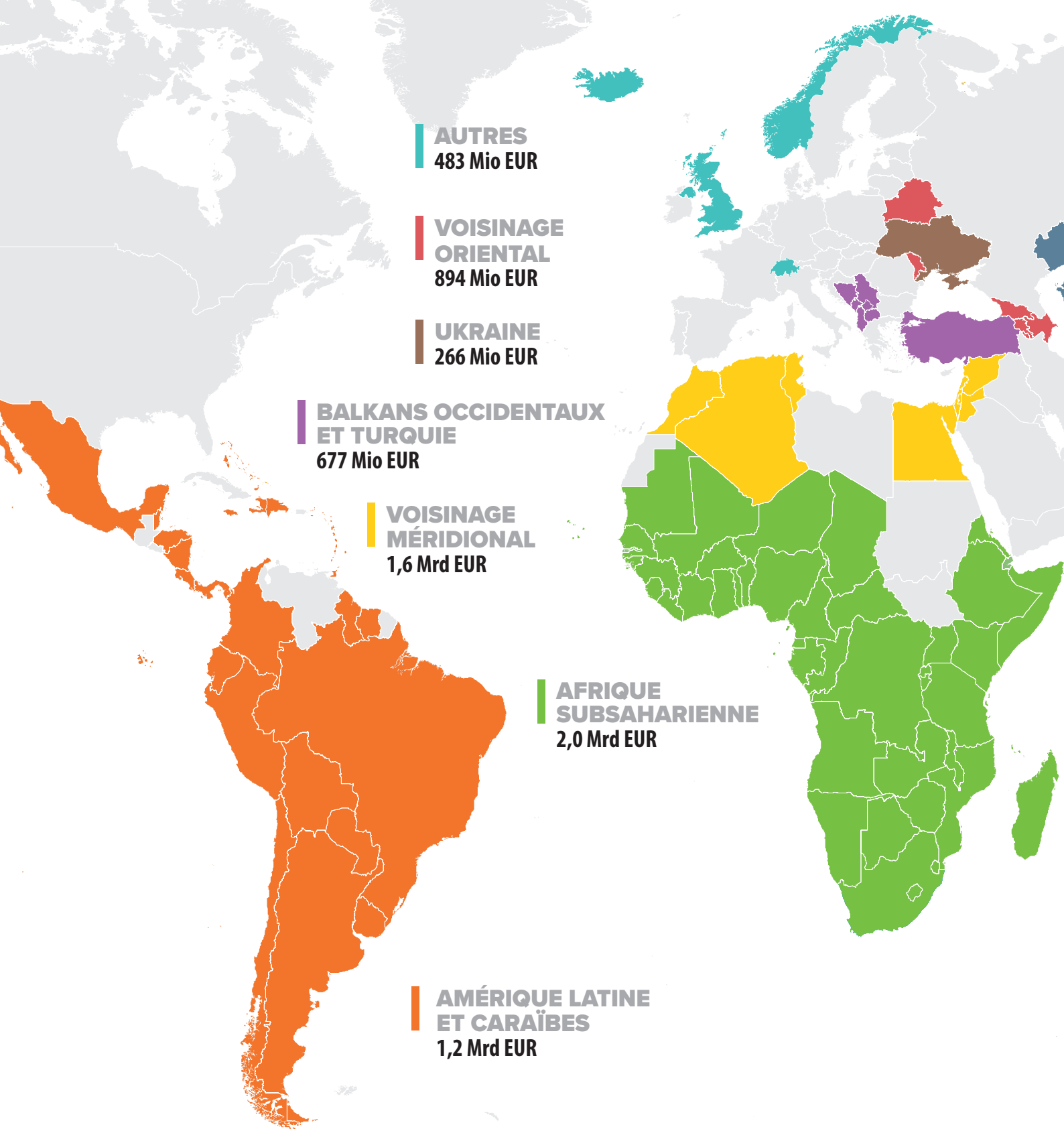
LE GROUPE BEI DANS VOTRE PAYS



Les couleurs foncées représentent des investissements plus élevés en pourcentage du PIB.



LA BEI DANS VOTRE RÉGION DU MONDE





**TOTAL DE
L'ACTIVITÉ
À L'EXTÉRIEUR
DE L'UE
8,4 Mrd EUR**

**ASIE
1,3 Mrd EUR**

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur cette carte n'impliquent de la part de la Banque européenne d'investissement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

À la suite des sanctions prises par l'UE à l'encontre de la Syrie en novembre 2011, la BEI a suspendu toutes ses activités de prêt et de conseil dans ce pays. Toutefois, la BEI fait partie du noyau dur du groupe des donateurs en faveur de la Syrie qui surveillent la situation sous la direction conjointe de l'UE et des Nations unies.

NOS GRANDES PRIORITÉS STRATÉGIQUES



**50,7
Mrd EUR**

L'implantation de la giga-usine de Verkor près de Dunkerque facilite l'importation de matières premières et l'exportation de ses batteries.

ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT

“ Soutenir le déploiement des technologies propres émergentes est l’un des défis les plus pressants auxquels l’Europe est aujourd’hui confrontée. L’innovation dans le domaine des technologies propres progresse à un rythme sans précédent, mais la traduction des avancées en solutions modulables et prêtes à être commercialisées – en particulier au moyen de projets de démonstration novateurs – demeure une tâche considérable, à forte intensité de capital. Ces projets pionniers comportent souvent des risques élevés, de sorte qu’il est essentiel d’établir des partenariats solides entre les secteurs public et privé pour surmonter ces obstacles. Nous nous engageons à combler le déficit de financement critique pour les entreprises en phase de croissance et à impulser des partenariats à fort impact pour accélérer le déploiement de technologies transformatrices. En soutenant les entreprises européennes de technologies propres les plus prometteuses, nous visons à faire avancer notre transition énergétique, à favoriser la résilience économique et à assurer la position de l’Europe dans l’économie verte mondiale. ”

Irene Gálvez Verdú, cheffe de la division Fonds propres et capital de croissance – Technologies propres, direction des opérations de la BEI

“ Le financement d’infrastructures vertes et résilientes est plus essentiel que jamais, en raison de nouvelles sécheresses, bombes de pluie et tempêtes effrayantes et dévastatrices. La Banque européenne d’investissement se trouve dans la position privilégiée de pouvoir apporter une contribution à grande échelle, en soutenant les politiques publiques et en mobilisant d’importants volumes de capitaux privés pour financer l’action climatique. Je suis convaincu que, dans notre rôle de banque européenne du climat, nous pouvons encore gagner en souplesse d’exécution, faire plus et maintenir une orientation politique claire et de long terme qui complète parfaitement toutes les autres priorités stratégiques. ”

Dirk Roos, chef de la division Programmes de transition énergétique, direction des projets de la BEI

DE L'ÉNERGIE ISSUE DE LA TERRE-MÈRE

En Allemagne, des travaux de forage sont en cours pour récupérer la chaleur et l'énergie issues de la roche souterraine, une solution innovante qui ne repose pas sur les réservoirs d'eau.

Daniel Mölk avait déjà travaillé dans la ville bavaroise de Geretsried au début des années 2010, sur un projet consistant à rechercher des réservoirs souterrains d'eau chaude dans le cadre d'un plan de production d'énergie hydrothermique de l'entreprise locale de services collectifs. Il n'avait alors pas réussi à trouver d'eau, mais, avec son équipe, il avait appris à peu près tout ce qu'il y avait à savoir sur la terre et les formations rocheuses qui entourent la ville. Ces travaux ont jeté les bases d'un projet géothermique révolutionnaire mis en œuvre au même endroit 13 ans plus tard.

Les projets relatifs à l'énergie géothermique consistent principalement à capter la chaleur des réservoirs d'eau ou de vapeur souterrains au moyen de forages. Cependant, à Geretsried et dans de nombreux autres endroits, l'eau souterraine n'est pas disponible ou accessible. Daniel Mölk, directeur général d'Eavor Germany, une filiale de la société canadienne Eavor, pratique donc plutôt des forages profonds pour récupérer la chaleur issue de la roche elle-même.

Le premier dispositif Eavor-Loop à échelle commerciale est en cours de construction à Geretsried ; il bénéficie d'une subvention de 91,6 millions d'euros du Fonds de l'UE pour l'innovation et d'un financement de 45 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement. Il s'agit d'une innovation qui fournira en chaleur et en électricité propres et renouvelables l'équivalent de la consommation de 30 000 ménages de la région.

Le système peut être comparé à un radiateur souterrain géant. Les techniciens d'Eavor forent deux puits verticaux à une profondeur comprise entre 4 500 et 5 000 mètres. Ensuite, 12 paires de canaux latéraux horizontaux de 3 000 à 3 500 mètres de long sont creusées à la base de chaque puits, soit un total d'environ 80 km de forage par boucle (l'installation de Geretsried comptera quatre boucles de ce type). Le radiateur géant est ensuite rempli d'eau pure. Une pompe amorce l'écoulement de l'eau. Une fois la pompe arrêtée, le système continue de fonctionner grâce à la thermocirculation naturelle. L'eau de la partie inférieure du dispositif est chauffée par conduction par la roche souterraine et remonte naturellement à la surface où elle peut être utilisée directement pour alimenter un chauffage urbain ou produire de l'électricité. L'installation émet moins de gaz à effet de serre que les systèmes géothermiques classiques parce qu'elle ne nécessite pas l'utilisation intensive de pompes ou l'injection de fluides supplémentaires.

La première boucle du projet Eavor de Geretsried devrait être opérationnelle d'ici à la fin de l'année 2024. Les quatre boucles devraient être mises en service d'ici à 2026. L'entreprise a lancé un deuxième projet à Hanovre.

“ Une fois la pompe arrêtée, le système continue de fonctionner naturellement. ”

DE L'ÉLECTRICITÉ VERTE POUR LE POUMON VERT DU PAYS

La Thuringe modernise son réseau électrique pour surmonter les obstacles sur la voie de la décarbonation.

Pour réduire ses émissions de CO₂ et renforcer sa sécurité énergétique, l'Europe investit massivement dans les énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire. Toutefois, typique de l'électricité provenant du soleil et du vent, l'approvisionnement intermittent et tributaire des conditions météorologiques complique la tâche des gestionnaires de réseaux qui doivent prévoir et gérer l'offre et la demande d'électricité. Le recours aux énergies renouvelables peut également rendre le maintien d'une fréquence électrique stable plus difficile pour les réseaux. Un risque pour leur stabilité se pose, car la capacité du système à résister à des perturbations soudaines, comme la perte d'un grand générateur ou un affaiblissement subit du vent, s'amoindrit.

TEAG, le gestionnaire du réseau de distribution de la région allemande de Thuringe, est l'un des nombreux acteurs européens à investir aujourd'hui pour surmonter ces obstacles sur la voie de la décarbonation. Surnommé le « poumon vert de l'Allemagne » en raison de ses forêts denses, le Land de Thuringe produit plus de 57 % de son électricité à partir de sources renouvelables, dont 22,4 % grâce à l'énergie éolienne.

En avril 2024, TEAG a bénéficié, dans le cadre du plan REPowerEU de l'Union européenne, d'un prêt de 400 millions d'euros octroyé par la Banque européenne d'investissement à l'appui d'un programme d'investissement de 600 millions d'euros visant à moderniser son vaste réseau régional. Le gestionnaire de réseau dessert 620 municipalités, dont de nombreuses petites communes comptant de 10 000 à 20 000 habitants seulement. Grâce à ce prêt, il pourra doubler ses investissements dans le réseau électrique et recruter au moins 300 personnes supplémentaires.

“ Nous nous attendons à une augmentation massive des besoins en énergies renouvelables. ”

« Nous nous attendons à une augmentation massive des besoins en énergies renouvelables », déclare Mike Karaschinsky, chef de division chez TEAG. « L'Allemagne est passée d'un système très centralisé, basé sur les centrales nucléaires et à charbon situées à proximité des centres de consommation, à un système très décentralisé où la production a lieu là où les conditions météorologiques sont les meilleures. Le défi consiste à comprendre où auront lieu les flux futurs et quelles seront les voies les plus utilisées. »

Un réseau intelligent

Dans le cadre du programme d'investissement, de nouveaux câbles électriques et lignes aériennes, toutes tensions confondues, seront installés, tandis que d'autres seront remplacés. Il faudra en outre construire des sous-stations et ajouter des composants de dernière génération au réseau pour assurer la répartition automatisée et numérique de l'électricité. Ces investissements sont nécessaires pour moderniser le réseau afin d'intégrer davantage de producteurs et d'utilisateurs décentralisés d'énergie solaire ou éolienne, notamment les consommateurs qui souhaitent raccorder des panneaux solaires, des pompes à chaleur et des bornes de recharge murales pour tirer parti de la transformation numérique.

« Avec l'augmentation de l'électromobilité et la disponibilité de batteries et de systèmes de recharge automobiles capables de redistribuer l'énergie vers le réseau, il est temps d'investir dans un réseau bien plus intelligent », note Mike Karaschinsky.

UNE GIGA-AVANCÉE POUR LES BATTERIES

La jeune pousse française Verkor construit une giga-usine à Dunkerque pour produire en série des cellules de batterie destinées à équiper 300 000 voitures électriques par an.

C'est en juillet 2020 que Benoît Lemaignan et cinq autres personnes ont fondé le fabricant français de batteries Verkor. Le nom de cette jeune pousse évoque le massif du Vercors, qui domine Grenoble, où Benoît Lemaignan est né. La croissance a été aussi forte que les pentes de ces sommets.

Après avoir levé un montant initial de 250 millions d'euros à l'appui de son centre d'innovation à Grenoble, Verkor a rapidement pu mobiliser davantage de fonds, dont 650 millions d'euros de subventions publiques dans le cadre du plan France 2030, qui doit permettre à l'industrie française de maintenir sa dynamique en investissant massivement dans les technologies innovantes et la transition écologique. Parmi ces subventions figuraient 60 millions d'euros de la région Hauts-de-France et 30 millions d'euros de la Ville de Dunkerque.

En avril 2024, la Banque européenne d'investissement a approuvé le prêt direct de 270 millions d'euros en faveur de Verkor, afin de contribuer à la construction de sa giga-usine de Dunkerque, avec le soutien d'InvestEU. En outre, la Banque prévoit de signer des prêts intermédiés avec des banques commerciales participantes, ce qui pourrait porter son financement du projet à un total de 400 millions d'euros.

Des marchés volatils

Tous ces investissements ne sont pas dénués de risques.

« Lever des milliards en fonds propres et en prêts sur le marché des batteries de véhicules électriques n'est pas une mince affaire, pour de jeunes pousses comme Verkor », déclare Olivier Kueny, chargé de prêt à la Banque européenne d'investissement, qui a travaillé sur l'opération. « La demande de voitures électriques et les prix des matières premières sont très volatils, et ces mégaprojets sont confrontés à des risques technologiques, de marché et de construction qui font que la structuration des financements est une opération délicate pour les promoteurs et les bailleurs de fonds. »

Les batteries représentent entre 30 % et 50 % du coût d'un véhicule électrique, et ce dernier reste plus cher qu'une voiture thermique comparable. Les constructeurs automobiles s'efforcent de réduire les coûts, afin que les voitures électriques de fabrication européenne puissent être compétitives par rapport aux voitures thermiques et aux véhicules électriques produits en Asie. « C'est un secteur très concurrentiel », affirme Jonas Wolff, ingénieur en chef à la Banque européenne d'investissement. « Il existe un risque technologique, car les fabricants repoussent constamment les limites pour que les cellules fournissent davantage d'énergie, afin de pouvoir baisser leur prix. »

Comment repousser les limites

La cathode, un composant clé d'une batterie lithium-ion, par exemple, est constituée d'un mélange de nickel, de manganèse et de cobalt auxquels sont ajoutés du lithium et d'autres métaux. « La recette de ce mélange est protégée par des droits de propriété industrielle », poursuit Jonas Wolff.

Les métaux sont coûteux et très volatils ; leurs chaînes d'approvisionnement et les procédés d'extraction et de fabrication sont complexes. Les fabricants ont tendance à réduire la quantité de métaux onéreux et volatils dans la composition afin de réduire les coûts et de stabiliser les prix. Ils doivent également tenir compte des questions de conformité liées aux chaînes d'approvisionnement, qui sont souvent situées dans des pays n'appartenant pas à l'Union européenne. « Nous cherchons à avoir une production locale de matériaux. Quand ce n'est pas possible, nous nous tournons vers l'Europe et le reste du monde », explique Benoît Lemaignan, fondateur de Verkor. « Certains matériaux proviendront encore d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie. Mais en règle générale, le lithium viendra d'Europe. Nous nous approvisionnerons en Europe pour le nickel et au Maroc pour le cobalt. Nous développons ces chaînes de valeur avec Renault. »

L'implantation de la giga-usine à proximité du port de Dunkerque facilitera l'importation de matières premières et l'exportation de produits finis vers les usines de Renault. Dotée de quatre chaînes de production, la giga-usine devrait fabriquer des cellules de batterie pouvant équiper jusqu'à 300 000 véhicules par an. Le projet devrait également entraîner la création de 1 500 à 2 000 emplois à Dunkerque d'ici à 2030.

“ Cette opération coche toutes les cases. Il s'agit d'une jeune pousse européenne innovante, qui facilite la transition écologique du secteur automobile européen et renforce la compétitivité de l'Europe sur la scène internationale dans un secteur clé. ”

UN DÔME D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

Le dioxyde de carbone est à l'origine des changements climatiques. Une entreprise italienne a trouvé comment l'utiliser pour stocker de l'énergie renouvelable et ainsi lutter contre le réchauffement planétaire.

Nous sommes dans le centre de la Sardaigne. Un énorme ballon se profile à l'horizon. Il est rempli de dioxyde de carbone, l'un des principaux gaz à effet de serre responsables de dangereux changements pour notre climat. Pourtant, ce gaz qui provoque le réchauffement de notre planète pourrait aussi jouer un rôle clé dans la lutte contre les changements climatiques. Ce ballon géant, ou « dôme », est un élément essentiel de la « batterie au CO₂ » mise au point par Energy Dome, une jeune pousse milanaise.

« Aujourd'hui, les énergies renouvelables gagnent du terrain dans la production d'électricité, mais elles présentent un inconvénient : le soleil ne brille pas tout le temps et le vent ne souffle pas constamment », explique Paolo Cavallini, chef du personnel chez Energy Dome. « Or, nous avons besoin d'électricité renouvelable jour et nuit. C'est pourquoi nous devons pouvoir stocker l'énergie sur de longues durées. »

Le stockage est la pièce manquante de la révolution en faveur des énergies renouvelables. Les producteurs d'énergie doivent être en mesure de conserver l'énergie produite par le vent ou le soleil afin de pouvoir l'utiliser en période de faible production. Des innovateurs testent actuellement différentes méthodes. Celle d'Energy Dome est l'une des plus prometteuses. L'innovation de l'entreprise permet de stocker de l'énergie pendant dix heures à un coût deux fois moins élevé que celui des batteries lithium-ion. « Cette durée est cruciale, car c'est elle qui permettra aux énergies renouvelables de remplacer les combustibles fossiles et de composer jusqu'à 90 % du bouquet énergétique de l'Europe », affirme Paolo Cavallini.

La centrale de démonstration d'Energy Dome, la première du genre, est en service depuis deux ans. Une centrale à grande échelle capable de produire 200 MWh d'électricité en une seule décharge, soit l'équivalent de 2 439 batteries de la Tesla Model 3 grande autonomie, est en construction dans la ville d'Ottana, en Sardaigne.

« Le stockage énergétique de longue durée est le chaînon manquant pour mener à bien la transition énergétique, et nous sommes convaincus de pouvoir jouer un rôle moteur avec notre technologie », déclare Paolo Cavallini.

Du négatif au positif

Pendant la journée, la batterie au CO₂ utilise l'énergie excédentaire du réseau local, qui est généralement produite grâce à l'énergie solaire, pour comprimer et liquéfier le dioxyde de carbone, et le stocker dans des réservoirs en acier. Cette technique permet d'exploiter la capacité du dioxyde de carbone à se liquéfier sous haute pression à température ambiante, contrairement à l'air. La compression génère également de la chaleur, qui est stockée dans des unités spéciales de stockage d'énergie thermique. Lorsqu'on a besoin d'électricité, le processus est inversé. Le dioxyde de carbone liquide stocké est chauffé par les unités de stockage et transformé en gaz. Ce gaz retourne ensuite au dôme. Mais avant d'y arriver, il fait tourner une turbine, ce qui produit de l'électricité.

« L'ensemble du processus est une boucle fermée, qui restitue au réseau 75 % de l'énergie initialement utilisée lors de la recharge », explique Paolo Cavallini. « Il peut fonctionner 30 ans sans aucune dégradation, contrairement à d'autres technologies électrochimiques qui s'altèrent rapidement. »

Soutenir la transition écologique de l'Europe

Pour lutter contre les changements climatiques, l'Union européenne dispose d'un plan ambitieux de transition vers une économie neutre en carbone à l'horizon 2050. Dans cet objectif, les capacités de production à partir de combustibles fossiles perdues devront être remplacées par des sources sans émissions, en particulier des énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire.

La solution de stockage d'Energy Dome bénéficie du soutien de la Banque européenne d'investissement et de Breakthrough Energy Catalyst, fondée par Bill Gates, sous la forme d'un financement combiné de 60 millions d'euros. Des solutions de ce type sont essentielles pour atteindre les objectifs climatiques de l'Europe. « Il s'agit d'un exemple remarquable de technologie révolutionnaire dont nous avons davantage besoin, en Europe et dans le reste du monde », explique Alessandro Ronzoni, chargé de prêt à la Banque européenne d'investissement, qui a travaillé sur cette opération. « Ce financement contribuera à la construction du site, au déploiement de la technologie et à la mobilisation de fonds privés. »

L'avenir du stockage de longue durée

Les batteries d'Energy Dome sont idéales pour équilibrer l'approvisionnement énergétique de sources renouvelables et la demande d'énergie. Elles peuvent aussi fournir une source auxiliaire pendant plusieurs jours pour stabiliser le réseau si le mauvais temps réduit le rendement des panneaux solaires photovoltaïques.

Les batteries au dioxyde de carbone se distinguent également par leur caractère abordable. Elles sont fabriquées avec des matériaux respectueux de l'environnement et des composants disponibles dans le commerce. Elles seront donc en mesure de produire de l'électricité pour un coût moins élevé que les batteries lithium-ion.

« La centrale que nous avons installée en Sardaigne est le premier module à grande échelle de ce type et nous allons le reproduire dans le monde entier », affirme Paolo Cavallini. « Nos dômes sont disponibles en diverses tailles et configurations. »

“ Le stockage énergétique de longue durée est le chaînon manquant pour mener à bien la transition énergétique. ”

PROTECTION ASSURÉE

En septembre 2024, le sud-ouest de la Pologne a été confronté à une inondation dévastatrice. Le réservoir de Racibórz Dolny a protégé des millions de personnes, démontrant ainsi les avantages des mesures de protection contre les crues.

Czesław Burek, le maire de Lubomia, rêvait d'un avenir où les habitants et les habitantes de Nieboczowy pourraient être débarrassés de la menace constante des inondations. Ce village du sud-ouest de la Pologne a beaucoup souffert de la crue de l'Oder en 1997, la pire de l'histoire de la région. Des personnes ont perdu la vie et des maisons ont été détruites : la collectivité a été dévastée. Czesław Burek, dont le titre de *wójt* fait référence à sa position de chef d'une collectivité de communes rurales, s'est engagé à empêcher que de telles tragédies ne se reproduisent. L'occasion s'est présentée lorsque l'État polonais a décidé de construire le grand réservoir de Racibórz Dolny dans la vallée de l'Oder, à proximité du village. Toutefois, pour que le projet puisse se concrétiser, les habitants devaient relever un défi majeur : il leur fallait déménager. « Comme nous sommes entourés de cours d'eau, des inondations soudaines se produisent chaque fois que des conditions météorologiques extrêmes surviennent », explique Czesław Burek. « Rester à cet endroit signifiait la fin de notre village. »

C'est ainsi que la collectivité a fondé la localité de Nowe Nieboczowy. Cette « nouvelle » Nieboczowy a été érigée à quelques kilomètres seulement du village d'origine. La décision n'a pas été facile à prendre, mais elle s'est révélée payante lorsqu'une inondation catastrophique a frappé le sud-ouest de la Pologne en septembre 2024. Le village a alors été préservé grâce à l'immense nouveau réservoir. En plus de protéger Nowe Nieboczowy, le réservoir a atténué l'impact des inondations pour plus de 2,5 millions de personnes dans trois provinces : la Silésie, la Basse-Silésie et l'Opole. « Nous avons dû attendre près de 19 ans et faire face à de nombreuses difficultés, mais nous avons finalement trouvé un moyen de protéger notre collectivité et de préserver notre patrimoine », déclare Czesław Burek.

Un premier test grandeur nature

Jaspers, un partenariat financé par la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement, a contribué à la préparation du projet du réservoir de Racibórz Dolny et d'autres projets de protection contre les inondations le long de l'Oder et de la Nysa. « Le réservoir agit comme une gigantesque zone tampon, contrôlant les eaux de crue de l'Oder et de la Nysa », explique Łukasz Wyra, ingénieur hydraulicien principal à la Banque européenne d'investissement, qui a travaillé sur le projet. « Il s'agit d'un élément essentiel du système de protection contre les inondations sur l'Oder. »

En septembre 2024, le réservoir a été mis à rude épreuve. La région a été frappée par les inondations les plus graves qu'elle ait jamais connues, pires même que la crue historique de 1997 qui avait causé d'importants dommages et touché 600 000 personnes à Wrocław. La tempête Boris a provoqué en seulement quatre jours des précipitations cinq fois supérieures à la moyenne de septembre, entraînant des dégâts considérables dans le sud de la Pologne. L'efficacité du réservoir, que beaucoup ont applaudie, a suscité sur Google Maps des milliers de commentaires rendant hommage aux communautés villageoises qui ont été déplacées pour pouvoir construire l'ouvrage. « Cela a sauvé la commune de Racibórz, d'où sont originaires ma mère et ses parents », explique l'un d'entre eux. « Je tiens à remercier les anciens habitants et habitantes de Ligota Tworkowska et de Nieboczowy, et les 240 familles déplacées. »

Une protection contre les inondations dans toute la Pologne

Les inondations récentes montrent l'importance des projets de gestion des risques de crue et la clairvoyance de l'État polonais, qui a lancé des projets ambitieux de protection contre les inondations dans les zones vulnérables de tout le pays, comme Kotlina Kłodzka, Sandomierz, Słubice, Żuławy et Węzeł Oświęcimski.

« Avec le soutien financier de l'UE, nous avons mené à bien 119 projets axés sur l'adaptation aux changements climatiques, notamment pour l'amélioration de la sécurité en cas d'inondation, la rétention des eaux et la mise au point de systèmes de prévision des risques et de secours en Pologne », déclare Jarosław Orliński, directeur au ministère des fonds de développement et de la politique régionale. « Si nous n'avions pas effectué ces investissements, l'ampleur des dégâts aurait été colossale, bien plus qu'elle ne l'a été. »

Des phénomènes climatiques de plus en plus fréquents

Les inondations figurent parmi les catastrophes naturelles les plus destructrices et les changements climatiques augmentent leur fréquence et leur gravité. Selon les scientifiques, la fréquence de pluies diluviennes pendant quatre jours devrait au moins doubler et leur intensité devrait s'accroître de 7 %. Si les températures mondiales augmentent de 2 degrés Celsius, la récurrence de ces tempêtes pourrait s'accroître d'environ 50 %.

« Nous avons besoin de davantage de projets de ce type et les infrastructures en place doivent être agrandies et améliorées, car nos marges de sécurité se réduisent », affirme Eckart Tronnier, qui a dirigé l'équipe de conseil de Jaspers. « Très souvent, les infrastructures de protection contre les inondations peuvent être en place, mais ne jamais vraiment servir. Ce n'est que lorsqu'une catastrophe survient que nous voyons à quel point elles sont importantes pour sauver des vies et éviter des dégâts généralisés. »

Dans le cadre d'une nouvelle mission, l'équipe de conseil technique aide les autorités polonaises à recenser de nouveaux projets de gestion des risques d'inondation et à les classer par ordre de priorité.

Les projets de protection contre les inondations peuvent également donner un nouveau souffle aux villes.

« Petit à petit, des restaurants et des magasins se sont installés à Wrocław, et les berges se sont transformées en espaces verts dotés de pistes cyclables », ajoute Eckart Tronnier. « L'eau est donc redevenue un atout pour la ville. »



**14,4
Mrd EUR**

Le Finlandais Swappie prolonge la durée de vie des smartphones et réduit les émissions de carbone.

2

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE

“ Notre soutien aux technologies de pointe, notamment à l’intelligence artificielle, joue un rôle important dans l’accélération des découvertes scientifiques, dans le renforcement de la productivité et de la compétitivité, ainsi que dans la transformation des modèles commerciaux. De plus, il stimule la transition énergétique et renforce notre sécurité et notre défense, par exemple grâce aux technologies de cybersécurité. ”

Antonello Locci, chef de la division Technologies numériques et industries manufacturières innovantes, direction des projets de la BEI

“ Chacune de ces entreprises non seulement repousse les limites de la technologie, mais encore renforce l’autonomie future de l’Europe dans des secteurs critiques. ”

Yu Zhang, chef de la division Fonds propres et capital de croissance – Technologies de rupture, numérique et sciences de la vie, direction des opérations de la BEI

“ Notre engagement résolu en faveur du financement de l’innovation et de la transition numérique soutient les efforts déployés par l’Europe pour accroître sa compétitivité. Nos financements à l’appui de fondements scientifiques et technologiques solides et d’un accès rapide à l’information et aux services numériques renforcent la capacité d’innovation de l’Europe et, in fine, stimulent l’emploi sur le continent. ”

Christine Garburg, cheffe de la division Entreprises au sein du département Mer Baltique et Europe septentrionale, direction des opérations de la BEI

“ Les entreprises innovantes en phase de démarrage du secteur des technologies médicales sont profondément engagées dans les activités de recherche-développement européennes qui produisent des retombées positives sur le plan des connaissances. En répondant à des besoins médicaux non satisfaits, les investissements qui les appuient ont un impact socio-économique majeur, notamment sous la forme d’avantages substantiels en matière de santé. ”

Dana Burduja, cheffe de la division Sciences de la vie et santé, direction des projets de la BEI

ADIEU LES MASQUES

Nyxoah innove avec un traitement peu invasif de l'apnée obstructive du sommeil, le trouble du sommeil le plus fréquent au monde.

L'entreprise belge de technologie médicale Nyxoah a vu dans l'apnée obstructive du sommeil un marché essentiel en raison des vastes besoins des patients et des limites que présentent les possibilités de traitement actuelles. Cette observation l'a incitée à mettre au point un nouvel appareil qui traite ce trouble du sommeil. « Nous avons été principalement motivés par le taux élevé d'abandon associé à la thérapie par ventilation des voies respiratoires en pression continue, qui est le traitement de première intention classique de l'apnée obstructive du sommeil », explique Olivier Taelman, PDG de Nyxoah. « Face à ce besoin évident non satisfait d'une solution axée sur le patient, nous avons mis au point un dispositif de neurostimulation peu invasif. »

La conception innovante de Genio, le dispositif de Nyxoah, pourrait constituer une avancée majeure pour les personnes souffrant d'apnée du sommeil modérée à sévère – 14 % des hommes et 7 % des femmes, selon les estimations.

Le traitement classique repose sur un appareil de « ventilation des voies respiratoires en pression positive continue » et nécessite le port d'un masque inconfortable toute la nuit. De nombreux patients ne tolèrent pas ce traitement, estimant qu'il est inconfortable ou qu'il perturbe leur sommeil. La moitié des utilisateurs l'abandonnent dans les premières années.

La Banque européenne d'investissement a repéré le potentiel de Genio et, en juillet 2024, a investi 37,5 millions d'euros pour soutenir la poursuite de ses travaux de recherche-développement et faire passer la production à l'échelle supérieure.

« Notre technologie de neurostimulation, conçue pour améliorer le confort et l'observance, permettra aux patients de bénéficier d'une meilleure qualité de vie grâce à une solution efficace et confortable qui répond à un important besoin médical non satisfait », explique Olivier Taelman.

Une solution peu invasive

L'apnée obstructive du sommeil provoque des interruptions répétées de la respiration du fait d'un blocage des voies respiratoires. Elle est souvent causée par le relâchement des tissus mous dans la gorge. Des études cliniques ont montré que le taux de mortalité des patients non traités en souffrant augmente de manière significative au fil du temps. Non traitée, l'apnée du sommeil peut doubler le risque d'accident vasculaire cérébral et multiplier par cinq le risque de mortalité par maladies cardiovasculaires. Faute de traitement, elle peut également entraîner une somnolence diurne et une concentration réduite, tout en augmentant le risque d'hypertension artérielle et de diabète de type 2.

Genio est implanté sous le menton, à environ deux centimètres de profondeur, lors d'une brève procédure ambulatoire. Il fonctionne sans batterie externe ni pièces visibles, ce qui permet une utilisation confortable et discrète. Le muscle le plus important de la langue est appelé muscle génio-glosse et il est innervé par le nerf hypoglosse. Genio stimule ce nerf tant du côté gauche que du côté droit, juste sous le menton, et déclenche la contraction de la partie postérieure de la langue, qui sera doucement portée vers l'avant. En stimulant ce nerf, le système empêche la langue de s'affaisser dans la gorge et veille à ce que les voies respiratoires restent ouvertes toute la nuit.

UNE TECHNOLOGIE SANS DATE D'EXPIRATION

La société finlandaise Swappie innove dans le reconditionnement de smartphones pour réduire les émissions de carbone, les déchets électroniques et l'utilisation de matières premières critiques.

Les Européens ont acheté 130 millions de nouveaux smartphones en 2023. Au cours de la production de chacun de ces téléphones intelligents, 80 kg de CO₂ ont été émis. Les smartphones reconditionnés ont une empreinte carbone inférieure de 78 % à celle des appareils neufs, mais seulement 25 % des téléphones usagés en Europe sont revendus. Cela représente près de 98 millions d'appareils qui ne sont pas reconditionnés : une immense occasion manquée de réduire les émissions de carbone. Une entreprise finlandaise, Swappie, reconditionne des smartphones et les revend pour aider ses clients à réduire leur empreinte carbone et à participer au mouvement de l'économie circulaire.

Et tout a commencé après que Sami Marttinen a été victime d'une arnaque.

« J'ai acheté un téléphone d'occasion en ligne », se souvient-il, « mais je ne l'ai jamais reçu. » Après s'être rendu compte que de telles escroqueries étaient courantes, lui et son associé y ont vu une opportunité commerciale. « L'entrepreneur en moi s'est éveillé le lendemain. Nous avons fait quelques recherches, et c'est ainsi que Swappie est née. »

Aujourd'hui, la société fondée par Sami Marttinen est le plus grand reconditionneur d'iPhone en Europe, avec plus de deux millions de clients livrés dans 13 pays. « Si les consommateurs se voient proposer des offres fiables, ils seront plus disposés à consommer des produits circulaires », déclare Sami Marttinen. « Lorsque l'on allonge la durée d'utilisation d'un smartphone d'un an seulement, on réduit d'un tiers ses émissions de carbone sur l'ensemble de sa durée de vie. »

Des économies de matières premières

L'Union européenne produit cinq millions de tonnes de déchets électroniques par an. Les smartphones jouent un rôle central dans ce problème, car ils contiennent des matières premières critiques comme le cobalt et le lithium. Rien qu'en reconditionnant ou en recyclant 50 % des smartphones vendus en 2023, l'Europe pourrait économiser ou récupérer 1 365 tonnes de cobalt et 195 tonnes de lithium, soit plus de la moitié des 380 tonnes extraites par le plus grand producteur européen, le Portugal, cette année-là.

C'est pourquoi la Banque européenne d'investissement a octroyé à Swappie un prêt d'amorçage-investissement de 17 millions d'euros soutenu par le programme InvestEU. « La démarche de Swappie cadre avec notre engagement en faveur d'une économie circulaire et d'une innovation durable », déclare Iwona Biernat, la chargée de prêts qui a travaillé sur le projet.

Le prêt soutiendra les travaux de l'entreprise dans la recherche-développement et la robotique, contribuant ainsi à rendre la réparation d'iPhone plus rapide et plus fiable. Toutefois, pour que le secteur du reconditionnement se développe, un autre élément important fait défaut. Selon Eurostat, moins d'un tiers des Européens vendent ou recyclent leurs vieux téléphones, tandis que près de la moitié d'entre eux les gardent chez eux. « Nous devons convaincre les gens de vendre leurs anciens smartphones », plaide Sami Marttinen.

DES VÉHICULES QUI VIENNENT À VOUS

La start-up allemande Vay innove dans l'autopartage avec des véhicules électriques pilotés par des conducteurs à distance.

Lorsque Thomas von der Ohe construisait des navettes autonomes dans la Silicon Valley en 2017, tout le monde pensait que trois ans plus tard, les véhicules sans conducteur seraient largement répandus. « Cette prévision à trois ans n'a cessé d'être repoussée d'année en année », déclare-t-il, lui qui est cofondateur et président-directeur général de Vay, une start-up de mobilité téléopérée. Ce citoyen allemand a pourtant eu une idée. Au lieu d'attendre l'avènement de véhicules autonomes parfaitement opérationnels, pourquoi ne pas introduire un système d'autopartage propre et efficace recourant à des véhicules commandés à distance par des téléconducteurs ? Il a quitté son travail et est rentré en Europe pour s'associer à deux autres ingénieurs européens, Fabrizio Scelsi et Bogdan Djukic. Ensemble, ils ont fondé Vay à Berlin.

Voici comment fonctionne la technologie de Vay : un utilisateur peut commander une voiture via l'application de l'entreprise et un téléconducteur formé la pilotera à distance jusqu'au lieu où se trouve le client. Quand la voiture est arrivée, l'utilisateur en prend le contrôle et la conduit manuellement comme un véhicule classique. Une fois parvenu à destination, l'utilisateur met fin à la location dans l'application et sort du véhicule. Un télépilote prend alors le relais pour gérer le stationnement ou acheminer la voiture jusqu'au client suivant. Les téléconducteurs sont en immersion totale dans la conduite. Des capteurs de caméras reproduisent l'environnement de la voiture et transmettent les données aux écrans du poste de téléconduite. Les bruits de la circulation routière, notamment les sirènes des véhicules de secours et d'autres signaux d'avertissement, sont transmis par microphone dans les écouteurs du télépilote. « Nous croyons en un avenir où les humains et les ordinateurs collaboreront », affirme Thomas von der Ohe. « Nous poursuivons une stratégie de déploiement progressif de la conduite autonome, au lieu de passer directement d'un pilotage "100 % humain" à "0 % humain et 100 % informatique". »

Vay à Las Vegas

En janvier 2024, Vay a lancé son premier service commercial à Las Vegas, où la réglementation relative aux véhicules autonomes est actuellement moins stricte qu'en Europe. Elle prévoit d'élargir son offre à Las Vegas avant de l'introduire dans toute l'Europe. Vay est devenue la première et la seule entreprise en Europe à faire rouler sur la voie publique des véhicules sans conducteur de sécurité lorsqu'elle a reçu l'autorisation de Hambourg de télépiloter une voiture dans la ville en 2023. En juin 2024, Vay a annoncé qu'elle s'associait à Poppy, un opérateur de services d'autopartage en Belgique, pour y introduire la conduite à distance. En septembre 2024, la Banque européenne d'investissement a signé un prêt d'amorçage-investissement de 34 millions d'euros, avec l'appui d'InvestEU, afin d'aider Vay à accélérer le développement de son service et de sa technologie. « La Banque européenne d'investissement nous a permis de franchir un nouveau cap technologique en nous accordant de bonnes conditions de financement », se félicite Thomas von der Ohe. « Grâce à ce soutien, nous pourrions déployer notre technologie sur d'autres marchés, en particulier en Europe. »

“ Nous croyons en un avenir où les humains et les ordinateurs collaborent. ”

UN AVENIR ÉLECTRISANT

Trois ingénieurs italiens transforment une entreprise familiale et mettent au point des fils qui réduisent les émissions de carbone et améliorent les performances des moteurs électriques.

Après avoir travaillé pour de grands groupes, trois ingénieurs italiens – Filippo Veglia, Francesco Taiariol et Piero Degasperri – se sont associés pour inventer une technologie de revêtement permettant de fabriquer des fils magnétiques durables et de haute performance, sans avoir recours à des solvants. C'est pour les produire qu'ils ont fondé Tau Group. « Nous aspirions à mettre au point quelque chose qui ait un vrai impact », déclare Francesco Taiariol, directeur général de Tau Group. Il s'agit là d'une avancée importante pour les moteurs de véhicules électriques qui permet de les rendre aussi compacts et efficaces que possible. Cela en fait un outil de promotion et d'accélération de la transition vers l'électrification et de la réduction des émissions de carbone.

« Ces ingénieurs ont inventé une réponse innovante à un besoin émergent sur le marché et au manque de propositions pertinentes de la part des fabricants actuels », explique Alberto Casorati, chargé de prêts à la Banque européenne d'investissement, qui a travaillé sur le prêt de 20 millions d'euros en faveur de Tau Group signé en novembre 2024. « Tau Group se penche sur ce problème délicat rencontré depuis peu par ses clients. » Soutenu par le programme InvestEU, ce financement aidera Tau Group à porter la production de fils électriques de 2 000 à 12 000 tonnes par an.

Le cœur de l'électrification

Le « fil magnétique » est le nom générique donné au fil électrique revêtu d'une fine couche isolante. Il transporte l'électricité convertie en énergie magnétique ou énergie mécanique dans les moteurs, les générateurs et les transformateurs. Les matériaux utilisés dans les fils magnétiques n'ont pas beaucoup changé au cours des soixante dernières années, malgré l'évolution rapide des équipements électriques. « C'est devenu problématique, car les fils commencent à montrer des signes de défaillance à 800 volts, un facteur crucial pour de nombreuses applications dans le domaine des moteurs électriques », explique Francesco Taiariol.

La technologie « DryCycle » de Tau Group permet de recouvrir les fils magnétiques de technopolymères solides et flexibles qui améliorent la résistance chimique, l'isolation électrique et la stabilité thermique. Ainsi, les constructeurs automobiles et les concepteurs de moteurs électriques peuvent franchir la barre des 800 volts, voire atteindre celle des 1 000 volts.

Zéro solvant et moins d'énergie consommée et de carbone émis

Les polymères traditionnels destinés à revêtir les fils sont généralement appliqués sous forme de vernis liquides à base de solvants. Ces solvants s'évaporent pendant la fabrication, libérant des particules nocives. Ils doivent également être brûlés, ce qui génère des millions de tonnes d'émissions de CO₂ attribuables à la fabrication de fils à l'échelle planétaire. L'approche innovante « DryCycle » permet d'éviter l'utilisation de solvants et d'additifs. Un très fin revêtement de polymère est appliqué en une seule couche, ce qui simplifie la fabrication, réduit les coûts et améliore les performances. Ce processus « zéro solvant » consomme environ 80 % d'énergie en moins par rapport aux méthodes à base de solvants. « Toute la démarche de Tau se résume à la volonté d'utiliser l'énergie efficacement », affirme Francesco Taiariol.

LA RÉVOLUTION DE LA MOTO

Stark Future entend révolutionner le secteur de la moto grâce à ses modèles tout-terrain électriques et stimuler ainsi l'innovation, le développement durable et l'économie locale en Espagne.

Anton Wass s'est découvert une passion pour les deux-roues quand, petit garçon, il a vu un voisin conduire une moto tout-terrain dans sa ville natale près de Stockholm. À 16 ans, il a cofondé une entreprise de commerce électronique spécialisée dans les pièces détachées pour motos, qui est devenue un leader mondial. Malgré son succès, Anton Wass rêvait toujours d'inventer un engin qui changerait la donne. « Pendant très longtemps, je n'ai cessé de rêver à la possibilité de fabriquer des motos électriques plus performantes que les meilleures motos à essence », explique-t-il.

Il a donc créé Stark Future en 2019. Basée à Barcelone, l'entreprise entend transformer l'industrie de la moto grâce à ses modèles électriques tout-terrain. En 2021, elle a lancé la Stark VARG (« loup fort » en suédois), le modèle tout-terrain le plus puissant au monde. « Elle a fait l'effet d'une bombe dans le secteur », déclare Anton Wass. « Je pense qu'il s'agit du lancement le plus réussi réalisé par un fabricant de motos dans l'histoire. »

L'entreprise souhaite continuer à innover et à perfectionner ses modèles. C'est la raison pour laquelle la Banque européenne d'investissement la soutient au moyen d'une ligne de crédit de 40 millions d'euros, signée en septembre 2024.

Des performances impressionnantes

La moto électrique tout-terrain de Stark Future, avec sa batterie de 6,5 kWh associée à un moteur spécial à manchon en fibre de carbone, produit jusqu'à 80 chevaux, soit 30 % de plus qu'une moto tout-terrain 450 cm³ à essence comparable. Cette configuration permet jusqu'à six heures de parcours sur un sentier technique ou offre suffisamment d'énergie pour effectuer une course de motocross complète, avec un temps de recharge de seulement deux heures.

Le financement de la Banque européenne d'investissement soutiendra les efforts déployés par l'entreprise pour développer de nouvelles plateformes de motos électriques et contribuera à accroître sa capacité de production. Le financement relève d'InvestEU, le programme phare de l'Union européenne visant à mobiliser plus de 372 milliards d'euros d'investissements supplémentaires provenant des secteurs public et privé pour soutenir la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE d'ici à 2027.

« Soutenir les jeunes pousses est essentiel pour favoriser un marché concurrentiel et conserver les connaissances au sein de l'Union européenne », déclare Joana Lisboa Tiago, chargée de prêts à la Banque européenne d'investissement, qui a œuvré à cet accord de financement. « Sans soutien financier, le marché du capital-risque se rétrécit, réduisant le nombre d'acteurs et la propension au risque. Notre objectif est de combler cette lacune. »

“ Soutenir les jeunes pousses est essentiel pour favoriser un marché concurrentiel et conserver les connaissances au sein de l'Union européenne. ”

UNE SOLUTION VERTE POUR L'ACIER

Puisque nous ne pouvons pas cesser de produire de l'acier, une entreprise autrichienne lutte contre les émissions de carbone en investissant massivement dans la recherche en faveur des énergies vertes et des technologies de pointe.

L'industrie sidérurgique est responsable d'environ 7 % des émissions mondiales de carbone. La BEI, premier investisseur européen dans le domaine du climat, peut donc uniquement soutenir des investissements durables et innovants dans le secteur sidérurgique. Ceux de Voestalpine, grande entreprise sidérurgique autrichienne comptant parmi les leaders européens, cochent cette case. La société a donc pu bénéficier d'un prêt de 300 millions d'euros approuvé en juin 2024 pour l'aider à mener des recherches sur des produits sidérurgiques innovants et une fabrication durable.

Voestalpine utilisera ce montant sur quatre ans pour la recherche-développement de procédés qui consomment moins d'énergie et de matières premières et prolongent la durée de vie des produits sidérurgiques.

Rester en tête dans la course à l'acier

Gerald Mayer, directeur financier de Voestalpine, explique qu'intensifier la recherche peut avoir des retombées positives pour l'environnement, mais que c'est aussi le principal moyen pour l'entreprise de faire face à la concurrence mondiale sur le marché de l'acier. « L'environnement économique est extrêmement difficile, en particulier pour les entreprises sidérurgiques européennes », affirme-t-il. « Heureusement, nos produits innovants sont très recherchés dans les secteurs les plus exigeants. »

Le dernier projet sidérurgique durable en date de Voestalpine s'appelle greentec. Il permettra, à compter de 2027, de réduire jusqu'à 30 % les émissions par rapport aux niveaux de 2019, en remplaçant partiellement les hauts fourneaux à forte intensité de carbone par des fours à arc électrique.

La Banque européenne d'investissement peut parfois apporter son soutien à l'industrie sidérurgique au-delà de la recherche. Début 2024, elle a signé un accord de 314 millions d'euros à l'appui d'une nouvelle usine H2 Green Steel à Boden, en Suède, qui utilisera l'hydrogène pour fabriquer de l'acier à partir de minerai de fer et, par conséquent, émettra 95 % de carbone en moins.

Aider les régions qui seront les plus touchées

Grâce à l'innovation et aux investissements, l'Union européenne est le deuxième producteur mondial d'acier après la Chine. Sa production se monte à près de 180 millions de tonnes par an, soit 11 % de la production mondiale, contre environ 1 milliard de tonnes pour la Chine.

La Commission européenne et la Banque européenne d'investissement collaborent pour soutenir la recherche et l'innovation afin d'obtenir un acier plus propre. Des programmes d'investissement comme Horizon Europe ont financé la recherche à hauteur de milliards d'euros afin de réduire les émissions dans les secteurs de l'acier et du ciment ainsi que dans d'autres filières à forte intensité de carbone. Le Fonds pour une transition juste aide les régions et les pays fortement tributaires de la production d'acier, de l'extraction du charbon et du ciment à opérer une transition vers des types de société et d'économie plus durables.

UNE VAGUE D'INNOVATION

Une initiative de la Banque européenne d'investissement stimule l'innovation dans l'économie bleue, en promouvant les technologies permettant une exploitation durable des ressources marines.

Pendant plus de 20 ans, René Hansen a aidé des entreprises du monde entier à se développer et à innover, dans des domaines allant du snowboard aux énergies renouvelables. Après avoir accumulé cette expérience à l'international, il a ressenti le besoin de s'ancrer plus près de sa Norvège natale. L'occasion s'est présentée lorsque Konrad Bergström l'a approché pour lui faire part de son ambition : concevoir des bateaux électriques. « Je me suis rendu compte que je voulais concentrer mes efforts sur une entreprise qui accorde une véritable importance à la durabilité », explique René Hansen. « J'ai eu l'impression que c'était l'occasion idéale d'aligner mon travail sur mes valeurs et d'avoir un impact réel. »

Basée en Suède, l'entreprise que Konrad Bergström a fondée entend révolutionner le secteur de la navigation de plaisance en cherchant à rendre les bateaux plus verts. X Shore associe la fibre de verre et de carbone afin d'optimiser leurs poids, performances et impact environnemental. Résultat : quatre fois moins de CO₂ qu'une embarcation classique à essence. « La navigation de plaisance devrait permettre d'être en harmonie avec la nature », ajoute René Hansen.

C'est pourquoi X Shore est l'une des entreprises retenues pour le programme Champions de l'économie bleue de l'UE, une initiative de la Banque européenne d'investissement et de la Commission européenne qui fournit un soutien consultatif gratuit aux 20 entreprises dotées des meilleures technologies et solutions dans le domaine marin pour relever les défis de l'économie bleue. L'objectif est de renforcer la compétitivité de ces entreprises et de les préparer à un financement éventuel de la part de la Banque européenne d'investissement ou d'autres investisseurs. Dans le cadre de ce programme lancé en mai 2024, des entreprises de toute l'Europe ont été sélectionnées, allant de la robotique sous-marine aux solutions de transport maritime écologique, en passant par les bioraffineries, les applications de données satellitaires et l'énergie éolienne. Elles sont considérées à ce titre comme des pionnières qui portent le secteur vers un avenir plus vert. Cette initiative vise à promouvoir une économie bleue durable et à souligner la nécessité d'agir pour protéger et restaurer les océans pour les générations futures.

Une approche unique

« Nous avons constaté qu'il était nécessaire de soutenir le marché pour développer les technologies bleues en Europe », déclare Paulina Brzezicka, conseillère financière à la Banque européenne d'investissement, qui a mis en place le programme Champions de l'économie bleue avec Antonella Calvia-Götz, conseillère principale. « Nous avons réalisé que nous devons faire quelque chose qui allait au-delà de notre approche habituelle, quelque chose que nous n'avions jamais fait auparavant. »

La nouvelle approche s'appuie sur un appel à candidatures pour repérer les technologies bleues qui pourraient bénéficier d'un soutien consultatif gratuit afin d'améliorer les plans de développement des entreprises et de préparer ces dernières à un financement éventuel de la Banque européenne d'investissement, sous la forme d'un prêt d'amorçage-investissement, ou d'autres investisseurs. Pour pouvoir poser leur candidature, les entreprises doivent être en expansion et dotées d'une stratégie crédible d'investissement de croissance d'au moins 15 millions d'euros sur cinq ans, dont la moitié doit déjà être financée par des investisseurs. Elles doivent être suffisamment matures (ou en passe de le devenir) pour pouvoir bénéficier d'un éventuel financement de la Banque européenne d'investissement.

UNE AVANCÉE LUMINEUSE

Une entreprise polonaise entend stimuler l'innovation européenne dans les objets du quotidien grâce à sa technologie photonique et à ses détecteurs infrarouges.

Dans les années 1970, le professeur Józef Piotrowski s'est mis en quête du meilleur matériau pour les applications de détection. À l'Académie technique militaire de Varsovie, il a fait une découverte scientifique de nature à transformer le monde de la technologie infrarouge. Lui et son équipe ont mis au point des détecteurs qui ne nécessitent plus d'être refroidis à l'azote liquide. Cette innovation a ouvert la voie à la création de VIGO Photonics en 1987. La société s'est spécialisée depuis dans la production d'instruments pour la photonique (technologie des ondes lumineuses) et la microélectronique.

Aujourd'hui, sous la direction d'Adam Piotrowski, fils de Józef, VIGO Photonics entend s'inscrire dans la lignée de ces innovations avec une nouvelle initiative baptisée HyperPic. Ce projet vise à intégrer des lasers et des détecteurs photoniques dans une seule micropuce, ce qui changera fondamentalement la façon dont nous interagissons avec les appareils du quotidien. « Imaginez une montre intelligente qui non seulement compte vos pas, mais surveille également votre glycémie en temps réel, ou bien un réfrigérateur qui vous avertit lorsque vos aliments sont sur le point de se gâter », explique Filip Costa, directeur financier de VIGO. « Ce ne sont là que quelques-unes des applications futures d'HyperPic dans les domaines de l'électronique grand public, de la protection de l'environnement et de la médecine, entre autres. »

La Banque européenne d'investissement soutient VIGO Photonics au moyen d'un prêt d'amorçage-investissement de 21 millions d'euros, signé en septembre 2024, pour faire en sorte que l'Europe reste à la pointe de l'innovation en photonique.

Voir l'invisible

VIGO Photonics est spécialisée dans les détecteurs infrarouges, les modules complets de détection infrarouge et les plaquettes épitaxiales – des produits conçus pour capter et traiter les signaux infrarouges. Elle cherche aujourd'hui à intégrer ces composants dans une puce pas plus grande que le bout du doigt, connue sous le nom de circuit intégré photonique. Ces circuits représentent la prochaine grande avancée dans le secteur et auront des applications importantes pour les objets du quotidien et les appareils ménagers. Grâce à leur taille compacte, il est possible de réaliser facilement et commodément des tests complexes, sans avoir besoin d'un laboratoire complet.

Le financement soutenu par l'UE aidera VIGO Photonics à améliorer les performances de ses détecteurs et modules et à accélérer la recherche-développement de nouveaux détecteurs.

« Le marché d'Europe centrale montre un déficit de financement dans les technologies hautement innovantes. Ces technologies de rupture sont risquées, mais susceptibles de révolutionner des filières entières et d'avoir une incidence sur l'économie mondiale à long terme », déclare Philippe Hoett, chargé d'investissement principal à la Banque européenne d'investissement, qui a dirigé l'opération de financement sous forme de prêt d'amorçage-investissement en faveur de VIGO Photonics.

DES ANTICORPS QUI S'ADAPTENT

Les traitements à base d'anticorps polyclonaux d'une entreprise française pourraient contrer une attaque biologique ou la prochaine pandémie en s'adaptant au rythme de mutation des virus.

On peut dire, à bien des égards, que Fabentech doit son existence aux épidémies. L'histoire de cette entreprise française qui met au point des traitements pour combattre des virus et des biotoxines mortels a commencé à la suite de deux terribles épidémies, Ebola et la grippe aviaire, également connue sous le nom de « peste aviaire ». Bertrand Lépine a fondé Fabentech en 2009, avec l'idée d'affiner une technologie sous licence Sanofi Pasteur, entreprise où il avait travaillé précédemment, en vue de concevoir des traitements à base d'anticorps polyclonaux qui neutraliseraient les toxines et virus létaux mieux que les techniques existantes, telles que les thérapies monoclonales. Sanofi Pasteur avait déjà mis au point des traitements à base d'anticorps polyclonaux empêchant le venin de serpent et de scorpion de pénétrer dans les cellules humaines. Bernard Lépine pensait que la même approche pourrait être suivie pour les maladies mortelles.

En 2012, l'entreprise a mené des essais cliniques pour un traitement contre la grippe aviaire et, en 2015, elle a collaboré avec l'Organisation mondiale de la santé et l'Agence européenne des médicaments sur des traitements contre Ebola. En 2017, elle a noué un partenariat avec l'armée française pour mettre au point un antidote contre une biotoxine d'origine végétale particulièrement létale. Alors que tous les traitements étaient prometteurs, aucun n'a pu être commercialisé à grande échelle. Avant la pandémie, l'Europe ne cherchait pas activement à contrer les menaces potentielles que représentent les attaques biologiques ou les nouvelles formes de maladies infectieuses. Les États-Unis, au contraire, finançaient déjà depuis les attentats du 11 septembre 2001 des start-up biotechnologiques qui mettaient au point des traitements pour parer à ces menaces. « Il n'y avait alors tout simplement pas de culture de préparation face aux menaces biologiques en Europe », déclare Sébastien Iva, directeur général de Fabentech.

Puis la pandémie de COVID-19 a frappé.

« Il s'est produit un changement de paradigme, car tous les pays de l'UE, ainsi que les institutions européennes, ont commencé à se préparer à ce type de menaces », explique Sébastien Iva, qui a rejoint Fabentech en 2020, au moment même où la pandémie s'est déclarée. « On a commencé à allouer des budgets à la lutte contre ces menaces. »

Se préparer aux menaces biologiques

HERA Invest est un exemple de ce type de budget destiné à la préparation face aux menaces biologiques ; il s'agit d'un dispositif de financement mis en place par la nouvelle Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA). Cette autorité a été créée par la Commission européenne en 2021. Son mandat consiste en partie à soutenir les entreprises européennes et la recherche portant sur la résistance aux antimicrobiens, la biodéfense et la préparation face aux pandémies.

En octobre 2024, la Banque européenne d'investissement a signé un accord portant sur un prêt d'amorçage-investissement de 20 millions d'euros à Fabentech. Il s'agissait du premier investissement dans le cadre de l'HERA. Fabentech utilisera ces fonds pour poursuivre le développement de sa plateforme d'anticorps polyclonaux FabShield, issue de la technologie originale de Sanofi Pasteur, et accroître sa production de thérapies destinées à lutter contre différents types de pathogènes, comme le

virus Nipah et les sarbecovirus, la famille de virus à l'origine du COVID-19, ainsi que les phytotoxines. « L'HERA est pour nous un partenaire solide qui nous aidera tous à nous préparer aux futures menaces biologiques, qu'il s'agisse d'attaques bioterroristes intentionnelles ou d'épidémies ou pandémies d'origine naturelle », déclare Sébastien Iva.

Fabentech est à la tête du consortium e-Fabric composé d'universités et d'entreprises européennes travaillant sur des traitements contre les sarbecovirus, lesquels, selon l'Organisation mondiale de la santé, présentent un risque élevé de déclencher une nouvelle pandémie. Le SARS-CoV-2 – le virus à l'origine du COVID-19 – fait partie de la famille des sarbecovirus. Le consortium, dont les travaux portent sur les traitements à base d'anticorps polyclonaux de Fabentech, a reçu une subvention de 7,7 millions d'euros au titre du programme Horizon Europe de la Commission européenne en janvier 2024.

« Ces ressources avaient déjà été réservées à cette fin par l'HERA et par la Commission européenne », explique Henri-François Boedt, chargé de prêts à la Banque européenne d'investissement, qui a travaillé sur l'investissement à l'appui de Fabentech. « Et les recherches qu'ils mènent concernent une thématique qui nécessite beaucoup de travail et des fonds considérables. »

La pandémie de COVID-19

Lorsque Sébastien Iva a rejoint Fabentech en juillet 2020, le conseil d'administration de l'entreprise lui a demandé de centrer les activités sur les traitements de haut niveau contre le COVID-19. Fabentech a rapidement mis au point un traitement basé sur des anticorps polyclonaux contre le coronavirus et ses variants, appelé FabenCOV, avec le soutien de l'UE. La mise au point extrêmement rapide des vaccins contre le virus à l'origine du COVID-19 et ses variants a rendu ce traitement moins pertinent, alors qu'il s'était révélé prometteur pour neutraliser les souches connues du coronavirus.

Mais il était immédiatement devenu clair pour l'Europe qu'il fallait identifier les autres virus mortels qui pourraient rapidement déclencher une pandémie et mettre au point une panoplie de traitements possibles. De nombreux traitements contre le COVID-19 étaient basés sur des anticorps monoclonaux très ciblés qui se fixent essentiellement sur la protéine spike ou spicule à la surface du virus SARS-CoV-2 et l'empêchent de pénétrer dans les cellules. Lorsque le virus mute, toutefois, beaucoup de ces traitements perdent leur efficacité.

Les traitements basés sur les anticorps polyclonaux reposent sur une vision plus large du virus ou de la toxine. Ils identifient et ciblent différents récepteurs, ou épitopes, qui existent sur un antigène. Les antigènes sont généralement des protéines, des lipides ou des acides nucléiques qui se trouvent à la surface d'un virus ou d'une toxine. Les anticorps polyclonaux se fixent sur plusieurs sites (épitopes) d'un seul antigène. Ce faisant, les anticorps neutralisent efficacement le virus ou la toxine qui ne peuvent plus pénétrer dans les cellules humaines et provoquer une infection ou une maladie. « Les traitements polyclonaux permettent vraiment de neutraliser le virus de toutes parts et sous tous les angles », déclare Sébastien Iva. « Si un virus mute, les anticorps monoclonaux ne sont plus en mesure de bien se fixer sur les épitopes, et ils ne sont donc plus très efficaces. Les anticorps polyclonaux, quant à eux, peuvent toujours se fixer sur une partie de l'antigène et neutraliser le virus ou la toxine. »

“ **L'HERA est pour nous un partenaire solide qui nous aidera tous à nous préparer aux futures menaces biologiques, qu'il s'agisse d'attaques bioterroristes intentionnelles ou d'épidémies ou pandémies d'origine naturelle.** ”



1
Mrd EUR

Le port danois d'Esbjerg est déjà un acteur majeur pour la filière éolienne en mer. Désormais, il jouera aussi un rôle en matière de sécurité.

3

SÉCURITÉ ET DÉFENSE

“ Nous jouons un rôle crucial dans le renforcement de la sécurité et de la défense de l'Europe en finançant des infrastructures vitales et en soutenant les entreprises qui stimulent l'innovation dans le secteur. En investissant dans la cybersécurité, les technologies à double usage et les infrastructures résilientes, la Banque européenne d'investissement renforce la capacité de l'Union européenne à répondre aux enjeux de sécurité et à protéger ses citoyens et ses citoyennes. Nos financements ciblés permettent aux industries européennes de s'adapter à l'évolution des menaces et de contribuer à une Europe sûre et autonome. ”

Timo Kiiha, chef de la division chargée des opérations de prêt au secteur public en Autriche, en Allemagne et dans les pays nordiques, direction des opérations de la BEI

ESBJERG SE RÉINVENTE

Un port danois se met au service des navires militaires et de l'éolien marin.

Construit il y a seulement 156 ans sur la côte ouest du Danemark, le port d'Esbjerg est relativement nouveau par rapport à beaucoup d'autres ports danois ou européens en activité depuis des centaines voire des milliers d'années. Durant sa vie plutôt courte, il n'en a pas moins connu plusieurs transformations au service de différentes industries – l'élevage au XIX^e siècle, la pêche dans les années 1920, l'exploitation du pétrole et du gaz en mer dans les années 1960 et 1970. Aujourd'hui, alors que l'Europe est confrontée à de nouveaux défis, de la décarbonation aux menaces géopolitiques, Esbjerg se réinvente à nouveau.

« Cette évolution a commencé à se dessiner il y a quelques années », explique Dennis Pedersen, directeur du port. « Les parcs éoliens en mer du Nord sont déterminants pour la transition énergétique de l'Europe, mais nous devons procéder à d'importants investissements dans les infrastructures pour qu'elle se concrétise. »

« Puis en 2022, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous avons réalisé que nous devons nous soucier non seulement de la décarbonation, mais aussi de la sécurité de l'Europe. »

Esbjerg est à ce jour un acteur majeur pour la filière éolienne en mer, sachant que plusieurs entreprises danoises sont des championnes sectorielles, à l'image de Vestas. Le port fait partie du réseau transeuropéen de transport et dispose de solides liaisons ferroviaires et routières. Il a déjà joué un rôle clé dans la mise en œuvre de quelque 59 projets éoliens en mer du Nord.

Un port de plus en plus grand ...

Les éoliennes en mer sont toutefois de plus en plus grandes. Toujours plus grandes.

Les ronds-points sur les axes menant au port ont déjà été adaptés pour que les véhicules extralongs puissent les traverser tout droit. Il n'est resté pas moins que les pales des nouvelles turbines mesurent aujourd'hui plus de 100 mètres de long dans cette région réputée venteuse. Cela signifie que le diamètre et la hauteur ont doublé par rapport aux dimensions des anciennes turbines. Elles sont presque aussi grandes que la tour Montparnasse à Paris.

Le transport et l'assemblage de structures d'une telle ampleur nécessitent des installations spéciales et beaucoup d'espace. À cette fin, le port d'Esbjerg investit dans la construction d'un terminal de 57 hectares, soit une superficie supérieure à 106 terrains de football.

... et de plus en plus profond

Afin de mieux répondre aux besoins de l'Europe en matière de sécurité et de défense, le port s'emploie également à approfondir son chenal de navigation.

Par le passé, les navires de l'OTAN ont transporté des véhicules blindés, tels que les chars M1 Abrams et les véhicules de combat d'infanterie M2 Bradley, des États-Unis jusqu'au port danois. Plus de 700 véhicules de combat de la 1^{re} brigade blindée de l'armée américaine ont été débarqués au port en juin 2024 et plus de 300 pièces de la 81^e brigade Stryker de la garde nationale américaine en 2021.

Le chenal de navigation du port n'est cependant pas assez profond pour permettre aux navires de transport d'accoster à pleine charge ou à marée basse.

“ L’essor de l’énergie éolienne en mer durera plusieurs décennies. ”

Des investissements à double usage

Pour le port d’Esbjerg, les investissements à double usage présentent plusieurs avantages.

« L’essor de l’énergie éolienne en mer durera plusieurs décennies », déclare Dennis Pedersen. « Notre plan d’investissement vient consolider notre position dans le secteur et soutenir la transition énergétique de l’Europe. Mais ce n’est pas tout. Il ouvre dans le même temps de nouvelles routes vers les États-Unis pour nous préparer aux perspectives à plus long terme. »

Les investissements permettent au port de renforcer son rôle de pôle de transport de l’OTAN et font l’objet à ce titre d’un important soutien de l’Union européenne et de son bras financier, la Banque européenne d’investissement. Il s’agit notamment d’une subvention au titre du Mécanisme pour l’interconnexion en Europe et d’une subvention de l’État danois, ainsi que d’un prêt de 115 millions d’euros de la BEI qui relève d’une enveloppe de 8 milliards d’euros en appui de l’Initiative stratégique pour la sécurité européenne.

Des investissements pour la sécurité et la défense

Les gouvernements de l’UE ont appelé la Banque européenne d’investissement à renforcer son soutien à la sécurité et à la défense de l’Europe. En conséquence, elle a adapté ses critères de prêt et ses processus internes et mobilisé davantage de fonds pour faire de ce secteur une priorité. En 2024, la Banque a mis sur pied un guichet unique pour les projets de sécurité et de défense afin de faciliter l’accès des entreprises à ses financements et à ses services de conseil.

« Il s’agit clairement d’un cas de double usage », déclare Txema Urrutia Aldama, spécialiste du secteur des transports à la Banque européenne d’investissement. « Il s’agit même probablement du premier grand projet d’infrastructure à double usage que nous soutenons. »

LE GUICHET UNIQUE DE LA BEI POUR LA SÉCURITÉ ET LA DÉFENSE

Dans le cadre de son plan d’action pour l’industrie de sécurité et de défense lancé en mai 2024, le Groupe BEI a mis en place un guichet unique pour la sécurité et la défense, comprenant un bureau Sécurité et défense spécifique ainsi qu’un réseau de champions de la défense issus de l’ensemble du Groupe. Ce guichet unique propose un soutien financier rationalisé, une assistance spécialisée et un accès plus aisé aux financements du Groupe BEI pour les entreprises du secteur européen de la sécurité et de la défense. L’objectif est d’accélérer les investissements et le déploiement de l’enveloppe de 6 milliards d’euros encore disponible au titre de l’Initiative stratégique pour la sécurité européenne (ISSE) et de renforcer davantage le soutien du Groupe BEI à l’industrie européenne de sécurité et de défense. Grâce à ce point d’entrée unique, les clients et les parties prenantes externes disposent d’un accès simple et facile à la gamme complète de services financiers et d’assistance technique spécialisée du Groupe BEI. Le guichet unique est ouvert à toute entreprise ou à tout innovateur actifs dans le secteur de la sécurité et de la défense et domiciliés dans l’UE. De mai à octobre 2024, il a déjà traité plus de 200 demandes de précisions de clients potentiels concernant les définitions, les critères d’admissibilité et les conditions de financement par le canal du site web dédié.



38,2
Mrd EUR

La modernisation de la liaison ferroviaire jusqu'à Gdynia est déterminante pour l'économie polonaise.

4

UNE POLITIQUE DE COHÉSION MODERNE

“

La politique de cohésion est le ciment qui unit nos sociétés. Nous jouons un rôle central pour promouvoir la cohésion dans l'ensemble de l'Union européenne en finançant des projets qui réduisent les inégalités régionales, favorisent le développement durable et renforcent l'intégration économique et sociale. ”

Romolo Isaia, chef de la division chargée des opérations de prêt en Slovaquie et en Croatie et des entreprises italiennes, direction des opérations de la BEI

“

Nos projets d'infrastructures de transport dans les régions de cohésion ouvrent de nouvelles perspectives économiques pour la population. Grâce à la modernisation du chemin de fer entre Kosciierzyna et Gdynia, par exemple, des capacités supplémentaires seront disponibles pour le fret entre le port et son arrière-pays. Dès lors, le développement économique va de pair ici avec une réduction de l'empreinte carbone et de la dépendance à l'égard de modes de transport plus polluants. Cela rend les centres urbains plus accessibles à la population des zones périurbaines et rurales situées le long de la ligne et favorise la mobilité propre. ”

Max Jensen, directeur du département Mobilité, direction des projets de la BEI

“

Notre contribution à la cohésion soutient des investissements tels que de nouvelles infrastructures pour la culture et la musique dans la ville d'Ostrava. Cette ville tchèque a beaucoup souffert de la transition vers une économie sobre en carbone avec la fermeture des mines et le ralentissement de l'industrie lourde. Nous soutenons un centre pour les secteurs de la culture et de la création afin de contribuer à la diversification du nouveau développement économique dans la région de Moravie-Silésie. ”

Manuel Dueñas, chef de la division chargée des opérations de prêt au secteur public en Europe centrale et sud-orientale

UNE DÉCISION DIFFICILE

Comment Ischia se reconstruit après un séisme et un glissement de terrain dévastateurs.

A Casamicciola Terme, sur l'île d'Ischia dans la baie de Naples, le souvenir du glissement de terrain reste gravé dans toutes les mémoires. « Nous avons immédiatement compris que quelque chose de tragique s'était passé », se souvient Giosi Ferrandino, maire de la commune. « La quantité de débris boueux arrivés jusque dans le centre-ville nous a montré l'ampleur du glissement de terrain et ses effets dévastateurs sur la colline. » Les fortes pluies qui se sont abattues sur le mont Epomeo en 2022 ont déclenché un glissement de terrain qui a emporté des maisons et entraîné des voitures dans la mer, faisant douze victimes, dont un nouveau-né âgé de 21 jours. Et ce, cinq ans à peine après qu'un séisme de magnitude 4 avait déjà secoué toute l'île, causant la mort de deux femmes et forçant des milliers d'habitants à évacuer.

La reconstruction après le tremblement de terre et le glissement de terrain est une tâche monumentale. « Nous aidons Ischia en veillant à ce que des fonds soient mis à la disposition de l'État italien pour les besoins du processus de reconstruction », explique Claudia Barone, chargée de prêts principale à la Banque européenne d'investissement, qui a travaillé sur l'opération de prêt de 150 millions d'euros signée avec le ministère italien de l'économie et des finances en novembre 2024 pour la reconstruction des infrastructures publiques et des bâtiments privés touchés par le tremblement de terre et les inondations. Il s'agit de la première tranche d'une enveloppe financière de 1 milliard d'euros.

Une reconstruction sous le signe de la sécurité, de la résilience et de la durabilité

Ischia est une île idyllique, connue pour ses sources thermales, ses plages préservées et ses paysages à couper le souffle. Toutefois, elle est également exposée à un risque sismique. Le problème s'est aggravé au fil des ans en raison des constructions illégales dans des zones réglementées ou à risque, y compris à même le lit des rivières. Cela rend d'autant plus difficile l'absorption de l'eau par les sols ou les arbres, ce qui entraîne des inondations. Alors qu'ils devraient permettre le drainage des sols, les cours d'eau naturels sont bloqués par des constructions et voient les débris s'accumuler.

Casamicciola Terme est particulièrement exposée aux glissements de terrain. Sa reconstruction est en cours depuis un an. Les 8 000 habitants ont pu pour la plupart reconstruire leur maison. Cependant, 20 % d'entre eux seront contraints de s'établir ailleurs sur l'île. « C'est une décision difficile, mais il y va de la sécurité de la population », déclare Giovanni Legnini, commissaire extraordinaire à la reconstruction post-séisme et commissaire délégué chargé de l'état d'urgence après le glissement de terrain à Ischia.

La Banque européenne d'investissement a proposé aux autorités locales une étude innovante qui analyse les risques et les vulnérabilités climatiques. Première du genre en Italie, cette étude recommande également des moyens pour planifier, concevoir et mener à bien la reconstruction sous le signe de la durabilité. « Ischia reconstruit en réduisant les risques qui ont conduit à la catastrophe initiale, ce qui a un impact positif supplémentaire », déclare Marco Cecchetto, ingénieur principal à la Banque européenne d'investissement.

UNE TRANSITION QUI PASSE PAR LES TOITS

La société de logistique WDP équipe ses entrepôts de bornes de recharge pour véhicules électriques et de panneaux solaires en toiture et appuie la transition de ses locataires vers l'énergie verte.

En 2008, Warehouses de Pauw (WDP), grande entreprise de l'immobilier logistique basée en Belgique, a installé ses premiers panneaux solaires sur les toits de ses entrepôts. « Ces installations étaient d'assez petites dimensions et ne couvraient pas l'ensemble de la toiture », explique Charlotte de Troyer, directrice financière de WDP, qui précise que les besoins en électricité des locataires n'étaient pas aussi importants à l'époque. Puis la demande d'électricité a fortement augmenté, en partie en raison de la crise énergétique qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. C'est ce qui a décidé WDP à infléchir sa stratégie. « Les opérations logistiques font l'objet d'une électrification croissante, en particulier dans le domaine des transports », affirme Charlotte de Troyer. « Cette transition se concrétisant, les besoins en électricité seront multipliés par trois ou quatre dans les années à venir. »

Pour répondre à la demande, WDP installe des panneaux solaires sur toute la surface des toits de ses entrepôts en Roumanie, en Belgique et aux Pays-Bas. Grâce à ces installations, elle portera sa production d'énergie solaire à pas moins de 350 MW d'ici 2027, contre 180 MW au début de 2024. En plus des panneaux solaires, WDP s'emploie à installer dans ses entrepôts environ 480 stations de recharge pour véhicules électriques destinées à alimenter les camions qui transportent des marchandises vers et depuis ses centres logistiques.

Ce type d'infrastructure étant coûteux, la Banque européenne d'investissement a signé en juillet 2024 un prêt de 250 millions d'euros en faveur de WDP pour financer le projet.

Pour une chaîne d'approvisionnement plus écologique en Europe

WDP vend à ses locataires l'énergie verte qu'elle produit sur ses toits. Si l'alimentation des entrepôts eux-mêmes au moyen de cette électricité n'entraîne qu'une réduction modeste des émissions de carbone, l'impact peut être énorme si elle sert à faire rouler des véhicules de livraison électriques. « Les camions entrent et sortent sans cesse. Par conséquent, pouvoir aider ces clients à électrifier leur flotte de transport, c'est important », explique Charlotte de Troyer.

Des projets comme celui de WDP joueront un rôle essentiel pour aider l'Europe à réduire ses émissions de carbone et à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050. La Banque européenne d'investissement a récemment signé plusieurs projets d'installations solaires de ce type avec des entreprises de logistique. David González García, ingénieur en chef pour les programmes de transition énergétique à la Banque européenne d'investissement, va dans le même sens. « Ce qui rend le projet spécial, c'est qu'on se sert de parcelles déjà utilisées, de sorte qu'on n'occupe pas de terrains supplémentaires », dit-il. « On installe simplement des panneaux solaires en toiture de l'entrepôt dont on dispose. En plus, on peut ainsi soulager réellement le réseau électrique. »

“ Les besoins en électricité seront multipliés par trois ou quatre dans les années à venir. ”

DÉVELOPPER L'ÉNERGIE VERTE

Elektro Ljubljana entreprend la modernisation de son réseau et accélère la transition énergétique.

Elektro Ljubljana, gestionnaire du plus grand réseau de distribution d'électricité de Slovénie, relève le défi de la modernisation et de l'extension du réseau national afin d'aider le pays à réaliser ses objectifs climatiques. L'infrastructure de distribution d'Elektro Ljubljana couvre 30,4 % du pays et dessert tout le centre et le sud-est. Urban Likozar, président du conseil d'administration d'Elektro Ljubljana, présente le projet : « Les investissements que nous prévoyons permettent d'étendre le réseau de distribution d'électricité jusque dans les zones reculées. Nous facilitons ainsi le progrès économique et social de ces parties de notre pays. Sans notre intervention, le développement dans ces zones serait plus lent que dans les centres urbains. »

Il s'agit là d'une étape importante pour la Slovénie, où l'utilisation des énergies renouvelables progresse fortement. L'hydroélectricité et l'énergie solaire représentent une part croissante de sa production d'électricité. Le plan national en matière d'énergie et de climat vise à réduire de 55 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2033 par rapport aux niveaux de 2005 et à porter à 33 % la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'ici 2030.

“ **Les citoyennes et citoyens participeront davantage à la gestion de leur consommation d'énergie.** ”

« Ce qui est particulièrement prometteur, c'est que ce projet permet de répondre aux besoins urgents de la Slovénie en matière d'infrastructures énergétiques capables d'intégrer des sources renouvelables, en particulier des systèmes solaires photovoltaïques », affirme Katja Belšak, chargée de

prêts principale à la Banque européenne d'investissement, qui est responsable de ce projet. « L'augmentation rapide du nombre d'installations photovoltaïques exerce une pression considérable sur le réseau, entraînant des retards et des rejets dans les régions où les infrastructures sont surchargées. »

C'est particulièrement le cas dans les régions reculées. En septembre 2024, la Banque européenne d'investissement a signé un prêt de 50 millions d'euros en faveur d'Elektro Ljubljana afin d'étendre et de moderniser le réseau de distribution d'électricité dans le centre et le sud-est du pays.

Stimuler les énergies renouvelables

Elektro Ljubljana modernisera les lignes aériennes, installera des câbles souterrains et rénovera les transformateurs et les sous-stations. Des dispositifs tels que des compteurs intelligents, des stations de recharge pour véhicules électriques et des pompes à chaleur seront installés. Les besoins énergétiques seront mieux gérés grâce à une énergie propre et à des outils numériques. « Les citoyennes et citoyens participeront davantage à la gestion de leur consommation d'énergie et feront converger leur utilisation quotidienne avec les objectifs climatiques », se réjouit Katja Belšak. « Ce lien entre l'amélioration des infrastructures locales et les objectifs climatiques mondiaux est une avancée pratique et inspirante dans le sens du développement durable. »

Le projet aidera la Slovénie à se tourner vers une énergie plus propre, à réduire son impact sur l'environnement et à faciliter l'utilisation de l'électricité dans les transports, l'industrie et d'autres secteurs. Le réseau électrique du pays deviendra plus fiable et efficace, tandis que le prix de l'électricité restera abordable. Cet investissement soutient en outre la cohésion économique et sociale du fait qu'il garantit l'égalité d'accès à des infrastructures énergétiques modernes dans toute la Slovénie.

UNE VOIE VERS LA MER

Une société polonaise modernise et électrifie une ligne de chemin de fer de 90 km, encourageant ainsi le transport de marchandises vers Gdynia et le transport de voyageurs vers le port et sa région.

L'enfance d'Aleksandra Merchel-Koter a été bercée par les histoires que lui racontaient son père et son grand-père qui travaillaient pour les chemins de fer. « Je suis passionnée par les trains depuis que je suis toute petite », explique-t-elle. Elle a donc choisi de suivre la même voie que son père et son grand-père et a obtenu un diplôme en ingénierie ferroviaire à l'Université de technologie de Gdansk. Aujourd'hui, en tant que directrice de projet chez PKP Polskie Linie Kolejowe, elle entend améliorer le réseau ferroviaire polonais et le rendre plus connecté. Depuis plus de dix ans, Aleksandra Merchel-Koter travaille sur un projet qui lui tient à cœur : la modernisation de la ligne 201, longue de 90 km, qui relie les villes de Koscierzyna et de Gdynia, dans le nord de la Pologne. Il s'agit de construire une deuxième voie et d'électrifier la ligne de sorte à améliorer le transport de marchandises vers le port très fréquenté de Gdynia. Ces changements contribueront également à réduire les encombrements sur les itinéraires parallèles et à offrir de meilleurs transports aux habitants et aux habitantes de la région. « Au départ, la ligne construite dans les années 1920 devait être à double voie », explique Aleksandra Merchel-Koter. « Les travaux entrepris aujourd'hui visent à retrouver l'esprit initial. »

La Banque européenne d'investissement soutient ce chantier au moyen d'un prêt de 480 millions d'euros, signé en juillet 2024. Le projet représente une des étapes clés des travaux de modernisation ferroviaire qui ont pour objet de relier Bydgoszcz à la région des trois villes, à savoir Gdańsk, Sopot et Gdynia.

Une ligne vitale pour le nord de la Pologne

La modernisation de la ligne 201, qui comprend le doublement des voies, permettra des vitesses de circulation plus élevées et des services de trains plus nombreux. En effet, puisqu'une deuxième voie sera construite parallèlement à la voie existante, les trains pourront circuler simultanément dans les deux sens. « Une liaison fiable avec le port de Gdynia est essentielle, non seulement pour la région, mais aussi pour le pays tout entier », déclare Aleksandra Merchel-Koter.

“ **Une liaison fiable avec le port de Gdynia est essentielle [...] pour le pays tout entier.** ”

Grâce au prêt de la Banque européenne d'investissement, PKP Polskie Linie Kolejowe sera en mesure de poursuivre la mise en œuvre de son ambitieux projet. Le financement aidera l'entreprise à moderniser les gares existantes et à en construire de nouvelles. Il facilitera aussi l'installation future du système européen de contrôle des trains, un système de signalisation ferroviaire normalisé conçu pour renforcer la sécurité, l'interopérabilité et l'efficacité sur tout le réseau ferroviaire européen. « Le projet encourage davantage de personnes à prendre le train et favorise le transfert du fret de la route vers le rail », explique Adam Gephard, le chargé de prêt de la Banque européenne d'investissement qui a travaillé sur l'opération. « Le projet étant situé dans des régions moins développées, il contribuera à stimuler le développement régional et améliorera l'accès à des transports durables. »



8,7
Mrd EUR

Lorsque les mines ont fermé, Ostrava a eu du mal à retrouver une identité. Un nouveau projet urbain permet à la ville tchèque de cultiver son patrimoine culturel tout en se tournant vers l'avenir.

5

INFRASTRUCTURES SOCIALES

“

Chaque année, nous bâtissons des villes résilientes pour les générations futures, construisons des logements sociaux et abordables et fournissons des services urbains durables. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires bancaires sur des investissements stratégiques dans les infrastructures clés, la santé, l'éducation et le logement dans toute l'Europe. Je suis fière de constater que notre travail a débouché sur des projets qui génèrent de la croissance économique, des emplois et des progrès, dans l'intérêt de tous les Européens et les Européennes. ”

Gemma Feliciani, directrice du département Institutions financières, direction des opérations de la BEI

“

Investir dans l'éducation de nos enfants – c'est-à-dire dans notre avenir – est une occasion unique de surmonter les obstacles à notre prospérité et à notre liberté. La Banque joue un rôle fondamental en soutenant tous les niveaux d'enseignement et en améliorant les compétences des étudiantes et étudiants européens. Nous constatons un besoin croissant d'investir dans l'enseignement supérieur, en particulier dans le logement pour les étudiants, afin d'offrir à ceux issus de milieux socioéconomiques défavorisés la possibilité de poursuivre leurs études et de tirer pleinement parti de leur talent. ”

Patricia Castellarnau, cheffe de la division Éducation et recherche publique, direction des projets de la BEI

UN LOGEMENT POUR DÉPLOYER SES AILES

À Chypre, les étudiants ont bien du mal à trouver un logement abordable. Une université et une municipalité s'attaquent à ce problème en construisant des habitations durables.

Konstantinos Karseras souhaitait s'installer à Limassol pour y suivre des études en multimédia et arts graphiques à l'Université de technologie de Chypre. Mais les confinements liés à la pandémie de COVID-19 l'ont forcé à mettre ses projets entre parenthèses. En 2022, lorsque l'université a rouvert ses portes, il s'est retrouvé face à une difficulté inattendue : la recherche d'un logement à Limassol. « Pendant trois mois, j'ai fait la navette tous les jours entre Paphos et Limassol pour assister aux cours et poursuivre mes études », explique-t-il. « J'y étais contraint, car l'offre d'appartements était très réduite, et de nombreuses locations affichaient des prix inabordables pour nous, étudiants. »

Après des mois de recherche, Konstantinos Karseras a finalement réussi à trouver un logement. Cependant, chaque année, des centaines d'étudiants qui s'inscrivent à l'université rencontrent le même problème. L'Université de technologie de Chypre a donc décidé de construire des logements étudiants abordables et de moderniser les installations de ses campus dans les villes de Paphos et Limassol. Le projet vise à mettre plus de 700 nouveaux logements à la disposition des étudiants et à agrandir les installations universitaires dédiées à l'enseignement, à la recherche et au sport. « Grâce à cette initiative, nous serons en mesure d'héberger un tiers de nos étudiants de premier cycle, en proposant le plus grand nombre de logements de toutes les universités chypriotes », déclare Panayiotis Zaphiris, recteur de l'université.

La Banque européenne d'investissement a signé un prêt de 125 millions d'euros en 2024 pour aider l'université et la municipalité de Paphos à mener à bien leurs projets ambitieux et à faire en sorte que les logements prévus pour les étudiants soient durables et répondent aux normes les plus strictes.

« Les étudiants sont ravis », affirme Konstantinos Karseras, qui représente désormais les étudiants au sein du conseil d'administration de l'université afin d'aider d'autres personnes confrontées aux mêmes difficultés. « Le fait que l'université fournisse à la fois le logement et l'enseignement est l'un des aspects les plus attrayants pour la poursuite d'études supérieures aujourd'hui. »

Des logements étudiants sur tout le continent

En 2024, le Fonds européen d'investissement a investi plus de 50 millions d'euros pour soutenir la mise à disposition de logements pour étudiants en Europe centrale et orientale. La Banque européenne d'investissement a financé d'autres grands projets de logements étudiants, ce qui souligne l'importance croissante du problème. Parmi ces projets, figurent :

- la construction et la rénovation d'installations administratives, d'enseignement et de recherche, ainsi que de nouveaux logements étudiants pour l'Université de Camerino (Italie) ;
- la modernisation de l'université de médecine et de pharmacie Grigore T. Popa à Iași (Roumanie), ainsi que la construction de logements pour étudiants et d'installations de recherche ;
- la rénovation, l'agrandissement et la construction d'installations éducatives en Catalogne (Espagne) ;
- la construction et la rénovation de collèges dans le département du Rhône (France).

PLEIN D'ESPACE À LOUER

Avec le quartier historique de Nordbahnhof, à Vienne, l'Autriche montre la voie à suivre en matière de logements abordables.

À Vienne, les 85 hectares d'une ancienne gare de triage de marchandises, rattachée à la gare ferroviaire du Nord aujourd'hui démolie, ont cédé la place à l'un des plus grands projets de réaménagement urbain d'Europe centrale. Le nouveau quartier accueille des bureaux, des restaurants, des espaces verts, un centre de congrès et un parc public de stationnement entièrement alimenté par ses propres panneaux solaires, ainsi que des milliers d'appartements neufs construits autour d'un parc urbain de 10 hectares qui a été laissé à l'état naturel. Dans de nombreuses villes, les appartements construits dans le cadre d'un nouveau projet immobilier aussi qualitatif seraient hors de portée pour les personnes ayant un salaire moyen. Mais bon nombre des nouvelles résidences dans le quartier réhabilité de Nordbahnhof sont abordables pour le commun des Viennois. « J'apprécie vraiment de vivre dans un beau quartier central, très calme et plein de charme », déclare Nathalie Stevanovic, qui vit dans un appartement qui a été construit dans le cadre d'un projet immobilier cofinancé par la Banque européenne d'investissement et appartient à Österreichisches Volkswohnungswerk (ÖVW), une filiale de la banque autrichienne Erste Bank et l'un des plus grands propriétaires de la ville. « Le projet est particulièrement attrayant pour la jeune génération. »

La disponibilité de logements abordables à Vienne et dans d'autres villes autrichiennes est le fruit d'un système soigneusement conçu, qui permet à près de la moitié de la population de louer son logement au lieu d'en être propriétaire. À Vienne, la proportion de locataires atteint 75 %.

Une recette autrichienne

L'approche autrichienne repose principalement sur l'existence d'associations de logement à but lucratif limité, qui fournissent des logements locatifs à des taux généralement inférieurs de 25 % à la valeur du marché. Deux autres facteurs contribuent à la réussite de l'Autriche en matière de logement : l'accès à des terrains abordables et à une structure de financement stable. Les promoteurs ont accès à des terrains de premier choix, souvent des espaces publics réaffectés comme d'anciennes gares de triage, en échange de l'affectation d'une part pouvant atteindre 75 % de leur projet à des logements intermédiaires. Cela garantit une offre régulière de logements abordables dans le cadre des nouveaux projets immobiliers. En parallèle, les prêts à long terme à taux fixe, comme ceux accordés par la Banque européenne d'investissement à des conditions avantageuses, offrent la stabilité financière nécessaire pour préserver le bas niveau des loyers. « Notre entreprise a pour objet de fournir des logements intermédiaires », déclare Andreas Reittinger, directeur général d'ÖVW. « Un financement prévisible à long terme est particulièrement important pour pouvoir garantir des loyers constants, même lorsque les taux d'intérêt augmentent. »

“ **Le projet est particulièrement attrayant pour la jeune génération.** ”

La Banque européenne d'investissement et Erste Bank ont signé plus d'un demi-milliard d'euros de prêts au cours des cinq dernières années à l'appui de projets de logements intermédiaires, auxquels s'ajoute un prêt de 100 millions d'euros pour construire des habitations économes en énergie et rénover des logements existants. En 2024, la Banque européenne d'investissement a décidé de prêter 175 millions d'euros à la Salzburger Sparkasse et à la Tiroler Sparkasse, qui font toutes deux partie du groupe Erste Bank, en faveur d'appartements locatifs abordables et économes en énergie à Salzbourg et à Innsbruck.

OSTRAVA DE RETOUR SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE

Ostrava se réinvente en métropole moderne et équipe sa Maison de la Culture d'une salle de concert dernier cri.

La ville d'Ostrava se caractérise par son esprit pragmatique et ses habitants sont connus pour leur franc-parler et leur détermination. C'est ce style très pratique qui a séduit Jan Žemla, le directeur général de la Philharmonie Janáček d'Ostrava, à son arrivée dans la ville. Profondément convaincu du pouvoir transformateur de la musique, c'est animé de cet état d'esprit qu'il a lancé un nouveau projet destiné à faire battre à nouveau le cœur culturel d'Ostrava.

Tout a commencé lorsque Jan Žemla a découvert la salle de répétition de l'orchestre. Elle se trouvait dans la Maison de la Culture, un édifice qui avait ouvert ses portes au début des années 1960. « Le bâtiment était vétuste sur le plan technique et devait être reconstruit », se souvient-il. « De nombreux problèmes techniques, d'électricité et d'eau par exemple, nous empêchaient de jouer et de répéter dans de bonnes conditions. Pire que tout, l'acoustique de la salle ne convenait pas pour un orchestre. »

“ **L'idée est de donner à Ostrava une nouvelle orientation.** ”

Nommé d'après le célèbre compositeur, l'orchestre « Janáček » avait besoin d'une nouvelle salle. Jan Žemla a donc sollicité le soutien des autorités locales. C'est ainsi qu'a démarré le projet de rénovation de la Maison de la Culture et son agrandissement grâce à une nouvelle salle de concert. Le nouvel édifice associera acoustique contemporaine et préservation des éléments historiques, offrant un espace de 1 300 places consacré aux activités culturelles et éducatives. « Notre objectif est de créer quelque chose qui répond aux besoins de la collectivité, tout en renforçant la visibilité d'Ostrava sur la scène culturelle européenne », explique Jan Žemla.

La Banque européenne d'investissement appuie ce projet en accordant à la ville d'Ostrava un prêt de 2 milliards de couronnes tchèques (84 millions d'euros), signé en juillet 2024.

Soutenir une région en transition

Pour construire une salle de concert ultramoderne et rénover l'immense Maison de la Culture, il faut des fonds importants, une planification méticuleuse et des délais non négligeables. Le projet bénéficie également d'une subvention de 500 millions de couronnes tchèques (21 millions d'euros) au titre de la facilité de prêt au secteur public de l'Union européenne, qui relève du mécanisme pour une transition juste.

« Il s'agit d'un projet phare en Tchéquie, qui peut servir d'exemple pour des projets similaires dans le pays », explique Peter Chovan, chargé de prêts à la Banque européenne d'investissement.

Ostrava était autrefois connue comme le « cœur noir » de la Tchéquie, en raison de son riche patrimoine industriel et minier. Lorsque les mines ont fermé dans les années 1990, la ville a eu du mal à retrouver une identité. « Il ne s'agit pas seulement de construire une salle de concert », déclare Kamil Dörfler, spécialiste principal en aménagement urbain à la Banque européenne d'investissement, qui a été étroitement associé à l'élaboration de ce projet. « L'idée est de donner à Ostrava une nouvelle orientation, qui lui permette de cultiver son patrimoine culturel tout en se tournant vers l'avenir. »

LORSQUE « BANQUE » RIME AVEC « ÉTHIQUE »

En Italie, une « banque éthique » soutient les entreprises et les projets dirigés par des femmes dans les régions plus pauvres et donne aux réfugiés les moyens d'avancer.

Il a fallu inventer le terme « banque éthique » pour un établissement de prêt d'un nouveau genre. C'est dire si les principes moraux sont la dernière chose à laquelle la plupart des gens pensent lorsque le sujet des banques est abordé. Néanmoins, certains établissements financiers remettent en question ce cliché et redéfinissent ce que signifie être une banque aujourd'hui. Banca Etica en est un bon exemple. Elle est la première banque de financement éthique d'Italie et entend révolutionner le secteur bancaire. Avec son dernier projet en date, Banca Etica veut lutter contre l'exclusion financière des personnes les plus vulnérables : les femmes, les réfugiés et les entreprises dans les régions moins développées en Italie.

« Nous soutenons qu'il n'est pas incompatible d'accoler "éthique" à "banque" : il s'agit là d'une vraie perspective assortie d'un débouché commercial », déclare Tommaso Rondinella, responsable des modèles d'impact et des évaluations socio-environnementales chez Banca Etica. « Ce concept représente notre passé, notre présent et notre avenir. »

Le nouveau projet de Banca Etica devrait stimuler la mobilisation de 168 millions d'euros d'investissements et créer un effet d'entraînement positif dans la société. La Banque européenne d'investissement le soutient au moyen d'un prêt de 60 millions d'euros, signé en juillet 2024.

Les centres d'accueil jouent un rôle essentiel pour faciliter l'intégration sociale des réfugiés. Ils ont néanmoins souvent du mal à obtenir les fonds de roulement dont ils ont besoin. Avec sa nouvelle initiative, Banca Etica mettra à disposition au moins 30 % du montant du prêt pour que les centres puissent continuer à accueillir les demandeurs d'asile et les réfugiés et aider ainsi les réfugiés à s'intégrer et à entrer sur le marché du travail. « Nous nous efforçons de soutenir un solide cadre d'accueil et d'intégration », indique Tommaso Rondinella.

Soutenir et garantir

La Banque européenne d'investissement offrira également un soutien technique dans le cadre de son programme d'assistance technique pour la finance sociale inclusive afin d'aider Banca Etica à utiliser plus efficacement les ressources qu'elle met à sa disposition. Financé par la plateforme de conseil InvestEU, ce programme a aidé une soixantaine d'établissements de microfinance et de crédit dans plus de 20 pays de l'UE, en mettant l'accent sur les investissements à fort impact social et en offrant une aide à la planification des investissements et à la préparation de projets.

En août 2024, le Fonds européen d'investissement a conclu un accord de garantie de 200 millions d'euros avec Banca Etica. Toujours au titre du programme InvestEU, la garantie permettra à Banca Etica d'étendre ses activités de prêt aux entreprises vertes désireuses d'investir dans la transition écologique et durable, aux entreprises actives dans les secteurs de la culture et de la création et à d'autres bénéficiaires, tels que les étudiants, les apprenants et les entreprises prestataires de services éducatifs.



6,4
Mrd EUR

Au Danemark, Matr Foods fabrique un substitut de viande qui a la même profondeur de goût et la même texture juteuse, sans mettre en danger la santé ou l'environnement.

6

AGRICULTURE ET BIOÉCONOMIE

“ Parmi les grands chantiers du pacte vert pour l’Europe figure la transition vers un système agroalimentaire plus durable pourvoyeur d’aliments sains, de fibres, de bioénergie et de biomasse pour tous et toutes. Nous visons la sécurité alimentaire, la résilience dans le domaine de l’eau et la protection de la nature, tout en renforçant la compétitivité. Il faut ramener l’empreinte environnementale de certaines chaînes de valeur traditionnelles à des niveaux conformes à une trajectoire sobre en carbone pour le secteur, tout en exploitant pleinement le potentiel d’amélioration des réservoirs de carbone et de la biodiversité dans la biomasse et les sols afin de compenser les émissions résiduelles inévitables. Chaque année, la Banque européenne d’investissement accorde plus de 5 milliards d’euros de financements sous forme de prêts au secteur, dont 70 % parviennent aux agriculteurs et aux petites entreprises actives dans la chaîne de valeur grâce à des lignes de crédit intermédiées par des établissements bancaires. À cela s’ajoutent des investissements supplémentaires mobilisés grâce à l’appui du Fonds européen d’investissement. ”

Felipe Ortega Schlingmann, chef de la division Bioéconomie, direction des projets de la BEI

“ Nous sommes attachés aux solutions énergétiques durables qui font avancer l’économie circulaire. En transformant les déchets agricoles en carburants renouvelables, par exemple, nos projets illustrent comment l’application de principes de l’économie circulaire permet de réduire les émissions dans des secteurs à forte empreinte carbone difficiles à décarboner, comme le transport aérien et maritime. Notre activité dans le domaine de l’agriculture et de la bioéconomie renforce la résilience énergétique de l’Europe et crée des emplois de qualité. ”

Gilles Badot, directeur des opérations de prêt Pays ibériques et Mer Adriatique, direction des opérations de la BEI

UN RÉSERVOIR DE RÉSILIENCE

Les changements climatiques provoquent de graves sécheresses en Crète. Mais un nouveau projet de réservoir et d'irrigation remédiera à leurs effets et redynamisera l'agriculture.

À Amari, une municipalité crétoise située au sud de Réthymnon, l'histoire, la culture et l'économie sont étroitement liées à la vallée fertile qui l'entoure. Mais les sécheresses récurrentes, intensifiées par les changements climatiques, menacent l'agriculture dans la région et sont susceptibles de conduire à la désertification. Pour faire face à ces difficultés, la municipalité a l'intention de mettre à profit le fleuve Platis qui traverse la vallée.

En collaboration avec le ministère grec des infrastructures et des transports, la municipalité prévoit de construire un barrage qui permettra de constituer un réservoir d'une capacité de 21 millions de m³ et de mettre en place un réseau d'irrigation s'étendant sur 4 350 hectares ainsi que près de 20 km de canalisations. L'objectif est d'améliorer l'irrigation dans la préfecture de Réthymnon et les régions de Messara et d'Héraklion, qui constituent le cœur agricole de l'île. « La construction du barrage est une réponse nécessaire à l'aggravation du manque d'eau, due en particulier aux sécheresses sévères causées par les changements climatiques », déclare Pantelis Mourtzanos, maire d'Amari, qui a joué un rôle clé dans le montage du projet. « Le nouveau réservoir permettra une gestion efficace des ressources en eau, en garantissant un approvisionnement régulier pour l'irrigation des cultures. »

La Banque européenne d'investissement et la Banque de développement du Conseil de l'Europe ont chacune engagé 80 millions d'euros pour soutenir ces nouveaux investissements importants en Crète. Le prêt a été signé en janvier 2024.

Lorsque les changements climatiques frappent à la porte

Au cours de la dernière décennie, la Crète a connu une forte baisse des précipitations et une multiplication des sécheresses extrêmes. En 2023, l'île n'a reçu que 40 % des pluies habituelles et le début de 2024 a été marqué par une pénurie similaire. Parallèlement, la température moyenne a augmenté de 0,5 degré Celsius par rapport à la période 1991-2020. La diminution du volume d'eau disponible, la hausse des températures et la désertification indiquent que les dérèglements climatiques touchent déjà l'île. Cela s'accompagne de conséquences graves pour sa population : la qualité de vie ainsi que des secteurs critiques, tels que le tourisme et l'agriculture, en pâtissent.

Phaistos, une autre municipalité de la région de Messara, compte parmi les localités touchées. Diverses variétés de fruits et légumes sont cultivées dans des centaines de champs, en vue d'être exportées dans toute l'Europe. Il s'agit d'une source clé de revenus et de moyens de subsistance pour les habitants et les habitantes de la région. « La météo a toujours été imprévisible, mais ces cinq dernières années, les phénomènes climatiques sont devenus si extrêmes que cela commence à nous effrayer », déclare Grigoris Nikolidakis, maire de Phaistos. « Si nous n'agissons pas, l'eau disponible ne suffira plus pour la population locale. »

“ La météo a toujours été imprévisible, mais ces cinq dernières années, les phénomènes climatiques sont devenus si extrêmes que cela commence à nous effrayer. ”

UNE NOUVELLE SOURCE DE BIOCARBURANT

L'usine de 1 milliard d'euros de Moeve transformera les huiles végétales usagées et leurs résidus en biocarburant pour les transports lourds et l'aviation.

Une fois chaude et crépitante, l'huile de cuisson peut transformer des pommes de terre insipides en frites croustillantes et délicieuses. Cette huile pourra ensuite être transformée en « biocarburant » pour alimenter un camion ou un avion. Des biocarburants produits en quantité suffisante permettront de réduire les émissions de carbone de tous les types de transport, en particulier ceux dont l'empreinte carbone est difficile à compenser, comme les poids lourds ou l'aviation.

À Huelva, en Andalousie, la société espagnole Moeve construit une usine de production de biocarburants de deuxième génération qui pourra transformer 600 000 tonnes par an d'huiles et de résidus gras usagés ainsi que d'autres déchets en biodiesel à base d'huile végétale hydrotraîtée et en carburant durable pour l'aviation. Cela équivaut à environ 1 % de l'ensemble du carburant d'aviation consommé en Europe.

« Dans cette usine, nous produisons du diesel renouvelable, un carburant relativement nouveau. Il contient exactement la même molécule que le diesel traditionnel ou le kérosène d'aviation », explique Matteo Vaglio, directeur des biocarburants chez Moeve (ex-Cepsa). « La seule chose qui change c'est l'origine de la molécule, qui n'est pas fossile, mais biologique. Elle provient de déchets. »

Des molécules vertes

La nouvelle usine de biocarburants contribue à la transition de Moeve vers l'énergie verte. Deuxième compagnie pétrolière et gazière d'Espagne, l'entreprise veut réduire ses émissions de carbone de 55 % d'ici à 2030 et atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Sa transition passe également par l'installation de bornes de recharge ultrarapide pour véhicules électriques dans ses stations-service en Espagne et au Portugal.

La Banque européenne d'investissement prête 415 millions d'euros à Moeve pour la nouvelle usine de biocarburants que l'entreprise construit avec son partenaire Bio-Oils, une filiale d'Apical, l'un des principaux transformateurs d'huiles végétales à Singapour. L'investissement total dans l'usine devrait s'élever à 1,2 milliard d'euros.

« Moeve est vraiment une pionnière », déclare Luis Velosa, chargé de prêts à la Banque européenne d'investissement, qui a travaillé sur ce projet. « De toutes les compagnies pétrolières et gazières, c'est celle qui a la stratégie de décarbonation la plus ambitieuse. »

De matières grasses à carburants

Les nouvelles directives européennes sur les énergies renouvelables et les carburants durables pour l'aviation stimulent ce marché des déchets, hissés au rang de matière première. Elles exigent que, d'ici à 2030, le diesel et les autres carburants contiennent un minimum (généralement un faible pourcentage) de biocarburants, et que cette part augmente fortement d'ici à 2050.

L'un des atouts de la nouvelle usine de Moeve est sa capacité à traiter différents types de déchets. « C'est un aspect majeur », affirme Carmine Marzano, ingénieur principal au sein de la division Bioéconomie de la Banque européenne d'investissement, « car la disponibilité mondiale des matières premières biologiques n'est pas infinie et les objectifs de l'UE sont très ambitieux ».

“ Moeve est vraiment une pionnière. ”

DU HACHIS DE CHAMPIGNONS

Au Danemark, Matr Foods exploite la fermentation fongique pour créer un substitut de viande qui reproduit la texture juteuse du bœuf.

Morten Sommer, chercheur en microbiologie à l'Université technique du Danemark, se demandait s'il était possible de tirer parti des microbes pour produire des aliments plus sains et plus respectueux de l'environnement. Avec Leonie Jahn, sa collègue, et Rasmus Toft-Kehler, un entrepreneur réputé avec lequel il a créé plusieurs entreprises de biotechnologie, il s'est penché sur le potentiel offert par les microbes. Le trio connaissait bien les microbes et leurs possibilités, mais aucun d'entre eux ne savait comment créer des aliments savoureux. Ils ont donc contacté l'illustre chef et restaurateur, Claus Meyer, cofondateur de Noma, un restaurant auréolé de trois étoiles au guide Michelin et considéré comme l'un des meilleurs au monde. « Voici le message qu'ils souhaitaient faire passer : "La nourriture est une chose merveilleuse, mais c'est aussi l'un des principaux problèmes à l'échelle de la planète" », se souvient Randi Wahlsten, directrice générale de Matr Foods, la société qu'ils ont fondée. « Elle creuse les inégalités, dégrade la nature et provoque également une crise sanitaire. »

Randi Wahlsten a rejoint Matr Foods quelques mois après sa création en 2021. Après plus de dix ans dans l'industrie alimentaire, elle souhaitait aborder la production de nourriture sous un angle plus durable. Elle a immédiatement pensé à la gamme limitée de substituts de viande qui existait à l'époque sur le marché. « Je pensais que nous pourrions nous attaquer au problème de la durabilité en proposant des produits de substitution à la viande plus attrayants que ceux disponibles jusqu'alors », dit-elle. « Ces options étaient ultra-transformées et peu enthousiasmantes sur le plan gastronomique. »

L'équipe s'est donné pour mission de mettre au point un nouveau type de simili-carné. L'objectif n'était pas d'imiter l'aspect de la viande, comme le faisaient alors les produits disponibles sur le marché. Sa volonté était d'obtenir la même profondeur de goût et la même texture juteuse, sans mettre en danger la santé humaine ou l'environnement. Trois ans plus tard, Matr Foods utilise, pour son substitut de viande, des ingrédients disponibles localement en Europe, tels que des betteraves, des pommes de terre, des haricots et de l'avoine, puis les transforme en hamburger ou en hachis à l'aide de techniques ancestrales de fermentation fongique. « On obtient une saveur umami d'une grande profondeur sans transformation excessive ni additif », explique Randi Wahlsten, ajoutant que le goût ressemble à celui d'un champignon ou d'un concentré de tomate intense. « Et les champignons créent une texture qui libère des sucs lorsque vous la mâchez, comme lorsque vous mordez dans un morceau de viande vraiment juteux. »

L'évolution des simili-carnés

La société, basée à Copenhague, a commencé à produire des steaks végétaux à la main dans une cuisine industrielle. Elle fournissait deux restaurants haut de gamme au Danemark et la chaîne populaire de hamburgers Gasoline Grill. Le produit a enthousiasmé les chefs comme les clients.

L'entreprise investit actuellement quelque 40 millions d'euros pour développer ses activités de recherche-développement et pour construire et exploiter une nouvelle installation capable de produire 3 500 tonnes de substituts de viande d'origine végétale, soit environ cent fois plus que sa production actuelle. En septembre dernier, la Banque européenne d'investissement a signé un accord visant à octroyer 20 millions d'euros à Matr Foods sous la forme d'un prêt d'amorçage-investissement, soutenu par le programme InvestEU.

Les simili-carnés ont considérablement évolué ces 10 dernières années. Ceux de première génération se composaient essentiellement de tofu ou de tempeh, des produits à base de soja difficiles à intégrer dans un régime alimentaire européen. « La plupart d'entre nous peinaient vraiment à utiliser ces produits dans les recettes du quotidien », explique Stephan Mitrakas, chargé d'investissements dans les technologies propres à la Banque européenne d'investissement. Imaginez des spaghettis sauce bolognaise avec des morceaux de tofu.

Pour la deuxième génération, des efforts ont été déployés pour leur donner l'aspect de la viande, une démarche qui a remporté un certain succès. Lorsqu'Impossible Foods, le fabricant de l'Impossible Burger d'origine végétale, a annoncé son intention de faire son entrée en Bourse, on estimait que sa valorisation pourrait atteindre environ 10 milliards de dollars, même si ce chiffre a quelque peu chuté depuis.

Certains de ces substituts contenaient beaucoup d'additifs et « pas mal de matières grasses », souvent du fait de l'ajout d'huiles végétales, explique Carmine Marzano, ingénieur principal au sein de la division Bioéconomie de la Banque européenne d'investissement. Ces produits contiennent une liste relativement longue d'ingrédients et plusieurs additifs. Le tout est ensuite mélangé et passé à travers une pièce métallique trouée pour imiter l'aspect de la viande hachée. « C'est un peu comme une machine à fabriquer des pâtes », précise Carmine Marzano. « Les fabricants de ces produits suivent un procédé assez similaire, mais les ingrédients sont mélangés à des extraits de protéines véganes. »

Une bonne cuillerée de spores de champignon

Le produit de Matr Foods fait partie de la troisième génération de substituts de viande : ceux-ci ressemblent plus à la viande et leur saveur et leur texture s'en rapprochent aussi davantage ; ils peuvent être incorporés dans des plats occidentaux classiques, comme la sauce bolognaise ou le hachis parmentier. Au lieu d'agglomérer les ingrédients à l'aide d'additifs ou de graisses, l'entreprise se contente de hacher et de cuire des pommes de terre, des betteraves, des haricots et de l'avoine, puis de mélanger ces légumes et céréales avec certaines spores de champignon. Elle place ce mélange d'ingrédients dans un moule en forme de hamburger et le soumet à un processus de fermentation contrôlée.

C'est à ce stade que la magie opère.

Les spores de champignon germent et forment du mycélium, une structure racinaire constituée de fibres ou de filaments ; ces radicelles décomposent les nutriments présents dans le mélange de légumes, libérant des acides aminés et des amidons savoureux qui, comme la viande, brunissent lors de la cuisson ; le mycélium lie tous les éléments entre eux, donnant aux hamburgers leur structure et leur texture juteuse.

« C'est un peu comme la pâtisserie », dit Randi Wahlsten. Si vous mélangez simplement de l'eau, de la farine et du sel et que vous mettez cette préparation au four, il ne va absolument rien se passer, « mais si vous ajoutez du levain ou de la levure, ces petits microbes, en s'activant, modifieront les nutriments de la farine et viendront ajouter de la saveur et de la texture. Résultat : vous obtiendrez un joli pain. C'est ce que nous faisons. »

“ Une saveur umami d'une grande profondeur sans transformation excessive ni additif. ”

MODERNISER LA PRODUCTION LAITIÈRE

Gropper, deuxième producteur de lait biologique en Allemagne, se modernise pour élargir son offre et réduire les émissions.

Fondée en 1929, la laiterie Gropper est encore aujourd'hui gérée par la même famille. Trois générations plus tard, l'entreprise laitière allemande s'approvisionne en lait cru auprès de 780 producteurs laitiers dans un rayon d'environ 160 km autour de la ville de Bissingen. Ces partenariats sont noués pour durer, avec des contrats s'étendant sur deux à trois ans et des prix équitables liés aux moyennes du marché. « Nous entretenons des relations solides avec nos fournisseurs grâce à une communication et à une collaboration suivies, favorisant la confiance et la croissance mutuelles », déclare Heiner Gropper, directeur général. « Cette approche nous aide à construire une chaîne d'approvisionnement résiliente et durable pour l'avenir. »

Mais, dans un marché laitier fragmenté, où les grandes opérations transfrontalières ne sont pas légion, il est difficile de financer l'innovation. Souhaitant se diversifier dans les smoothies, les jus et les boissons lactées, Gropper s'est tournée vers la Banque européenne d'investissement afin d'obtenir son appui. En septembre 2024, le bras financier de l'Union européenne a accordé 49 millions d'euros à Gropper afin de soutenir la modernisation de ses installations. Ce concours lui permettra de réduire sa consommation de gaz naturel et ses émissions dues au transport, grâce à l'automatisation du stockage et de la logistique. Le projet prévoit également des investissements portant sur les infrastructures de production d'énergie de source renouvelable. « Nous sommes heureux de collaborer avec Gropper, car il s'agit d'une entreprise familiale », déclare Karol Czarnecki, qui travaille sur ce projet au sein de la Banque européenne d'investissement. « De telles entreprises sont la véritable pierre angulaire de l'économie allemande. Nous respectons profondément leur mélange unique de continuité d'activité et d'agilité de gestion. Coopérer avec Gropper a constitué une expérience inestimable, qui nous a permis de mieux comprendre ce marché. »

Un pari durable

Pour atteindre ses objectifs en matière de transition écologique et de durabilité, Gropper mise sur la modernisation. Elle met en place des techniques de stockage économes en énergie et une logistique qui lui évite des kilomètres de transport entre différents magasins. « Notre modernisation ne se limite pas à de nouveaux outils et techniques. Notre vision est celle d'un secteur laitier durable », déclare Heiner Gropper. « Elle est alignée sur les tendances mondiales plus vastes d'un marché laitier qui, malgré les difficultés, continue d'innover dans des domaines tels que la réduction des déchets et l'automatisation. »

Gropper remplace ses lignes de production par une technologie automatisée plus récente qui augmentera sa capacité de production. « Gropper non seulement renforce son efficacité et la qualité de ses produits, mais, en outre, elle réalise des économies d'énergie à mesure qu'elle s'affranchit du gaz naturel », explique Jean-François De Saedeleer, qui a également travaillé sur ce projet à la Banque européenne d'investissement.

UNE SOLUTION SAVOUREUSE

Avec son approche de l'aquaculture durable fondée sur la haute technologie, Oceanloop, basée à Munich, fait entrer l'élevage de crevettes dans le XXI^e siècle.

Le grand problème des crevettes à pattes blanches, c'est qu'elles sont si savoureuses qu'on n'en a jamais assez. La demande de crevettes augmente de 8 % par an. Mais répondre à cette demande entraîne un coût environnemental et social très élevé. Les crevettes à pattes blanches figurent sur la liste rouge des produits de la mer de Greenpeace International, en raison de leur lien avec la destruction des mangroves, la surpêche en milieu naturel, la pollution et d'importantes violations des droits humains dans certains pays.

La société Oceanloop, basée à Munich, entend remédier à ce problème. « Notre technologie d'élevage de crevettes en intérieur, entièrement automatisée, ne subit pas d'interruptions du fait des variations climatiques, de sorte que nous pouvons fonctionner jour et nuit, en hiver comme en été, presque partout dans le monde », déclare Fabian Riedel, directeur général de l'entreprise.

La société de technologie aquacole a mis au point un nouveau type d'élevage de crevettes qui permettra d'élever et de transformer sur terre ces fruits de mer prisés dans des climats plus froids, comme celui de l'Europe, avec un impact environnemental minimal et des conditions optimales pour les animaux.

Des mangroves urbaines

Alors que la plupart des crevettes sont élevées dans des bassins extérieurs circulaires, Oceanloop élève les siennes dans un long réservoir intérieur climatisé où elles sont réparties en fonction de leur âge grâce à des cloisons mobiles. On trouve dans les sections des empilements de strates horizontales, afin que les animaux puissent se reposer comme ils le feraient dans leur habitat naturel. L'eau est filtrée et réinjectée, dans un processus en boucle fermée alimenté en partie par de l'énergie renouvelable, de sorte qu'aucun antibiotique ou autre produit pharmaceutique n'est nécessaire.

« Il y a quelques années, nous avons remarqué que lorsque les crevettes atteignent une certaine taille, elles ont tendance à passer beaucoup de temps au fond du réservoir », explique Fabian Riedel. « C'est un phénomène qui se produit à l'état sauvage, mais que l'on n'observe pas dans les élevages traditionnels en raison du manque d'espace. Nos "mangroves urbaines" sont comme des gratte-ciel sous-marins, ce qui donne aux crevettes beaucoup plus d'espace pour se détendre. Cela a rendu notre système de production beaucoup plus efficace parce que les crevettes l'adorent. »

L'entreprise cherche désormais à accroître sa production, d'abord en agrandissant son projet pilote à Kiel, sur la côte allemande de la mer Baltique, puis en mettant en service une nouvelle ferme beaucoup plus grande sur l'île de Grande Canarie, en Espagne, qui sera alimentée par énergie éolienne et solaire. Pour financer les plans ambitieux de l'entreprise, la Banque européenne d'investissement a mis 35 millions d'euros à disposition sous forme de prêt d'amorçage-investissement, un prêt à long terme destiné à aider les entreprises en phase de démarrage ou en croissance à se développer sans pour autant diluer la participation des actionnaires. Ce financement est assorti d'une garantie d'InvestEU, le programme phare de l'Union européenne visant à stimuler les investissements dans des secteurs stratégiques.



8,4
Mrd EUR

Une banque mauritanienne,
soutenue par un prêt de
la BEI, finance de petites
entreprises qui emploient
des jeunes et des femmes.

DES INVESTISSEMENTS À FORT IMPACT DANS LE MONDE

“

L'Ukraine doit investir dans des infrastructures critiques afin de maintenir des services publics vitaux. Nous accompagnons le pays dans ce processus en mettant à disposition des financements avantageux, ainsi qu'une assistance technique. Je suis fier du travail que nous y accomplissons dans des circonstances difficiles. ”

Rafal Rybacki, chef de la division chargée des opérations de prêt au secteur public dans les pays du voisinage oriental de l'UE, BEI Monde

“

Les inégalités entre les femmes et les hommes se creusent. Les sociétés peinent à devenir plus inclusives et plus durables. Il est essentiel d'augmenter chaque année nos financements en faveur de l'égalité de genre. Je suis fière que nous soutenions l'accès aux capitaux pour les entrepreneuses et des solutions pour la santé des femmes. Nous améliorons la sécurité et l'accessibilité des transports publics et des espaces urbains pour tous et toutes, et nous permettons aux agricultrices de réaliser leur potentiel. ”

Yasmine Pagni, cheffe de l'unité Politique sociale, direction des projets de la BEI

“

Notre premier échange de dette contre climat a été signé en décembre 2024 avec la Barbade. La mise en œuvre de cet outil financier innovant constitue un jalon historique. Au lieu de payer des taux d'intérêt élevés pour d'anciennes dettes, la Barbade investit les fonds dans des infrastructures résilientes face aux changements climatiques et la restauration des écosystèmes. Il s'agit d'un projet modèle visant à donner des moyens d'action aux pays vulnérables. ”

Alexandra Almeida, chargée de prêts principale, BEI Monde

REGARDER VERS L'AVENIR

La Bosnie-Herzégovine jette les bases de son adhésion à l'UE grâce à des projets qui reflètent la force et la résilience de sa population.

Chaque matin, à 5 h 10, le premier tramway de la journée part d'Ilidža, une banlieue à l'ouest de Sarajevo, vers Baščaršija, le bazar historique qui constitue le cœur culturel de la ville. Au fil des 140 années d'histoire du tramway, ce trajet quotidien est devenu un axe majeur de la vie à Sarajevo. Des générations d'habitants l'ont emprunté, le tramway faisant désormais partie intégrante de l'identité de la ville.

Pour Esad Mujagić, c'est bien plus qu'un moyen de transport : c'est l'œuvre de sa vie. « Lorsque j'ai commencé à travailler pour l'entreprise de transports publics de la ville dans les années 1980, je ne pensais pas que le tramway prendrait une telle place dans ma carrière », explique-t-il.

Lors du siège brutal de Sarajevo, dans les années 1990, le tramway a cessé de circuler pour la première fois de son histoire, les lignes ayant été arrêtées sous l'effet de la violence qui a submergé la ville. Au bout de deux longues années, le service a repris, alors que le siège n'était pas encore terminé. Depuis lors, Esad Mujagić s'est employé chaque jour à réparer les dommages causés par les balles et les éclats d'obus. « Nous voulions faire en sorte que le tramway continue de fonctionner », se souvient-il. « Nous voulions que les habitants et les habitantes retrouvent une certaine normalité dans leur quotidien. »

Après la guerre, les vieux tramways de Sarajevo en circulation ont longtemps porté les stigmates du conflit, et Esad Mujagić a milité pour leur remplacement. Ses efforts ont finalement porté leurs fruits en 2024. Pour la première fois en 40 ans, Sarajevo a annoncé la mise en service d'une flotte de nouveaux tramways, de couleur jaune vif. Ces tramways sont financés par la Banque européenne d'investissement au moyen de deux prêts d'un montant de 75 millions d'euros. L'objectif est de réduire les embouteillages et de s'attaquer à l'un des problèmes les plus pressants pour la ville : la pollution atmosphérique.

Les tramways ne sont que l'un des nombreux signes de progrès qui ont fait de l'année 2024 un tournant pour les projets à long terme et les ambitions européennes de la Bosnie-Herzégovine. Début 2024, les dirigeants de l'UE ont officiellement décidé d'ouvrir des négociations d'adhésion. Dans tout le pays, de grands projets d'infrastructure posent des jalons importants : construction de nouvelles routes, essor des parcs éoliens et modernisation des hôpitaux. La Banque européenne d'investissement s'est associée aux secteurs public et privé pour encourager ces avancées.

La dernière fois que Sarajevo s'est dotée de nouveaux tramways, c'était en 1984, quand elle a accueilli la planète entière à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver. Esad Mujagić estime que le nouveau tramway participe d'un mouvement visant à renouer avec ce moment formidable pour Sarajevo. « On a l'impression de revenir à la période d'avant la guerre. J'espère qu'il s'agit d'un projet parmi tant d'autres à venir qui feront de Sarajevo une véritable ville européenne et mettront le pays sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne. »

“ On a l'impression de revenir à la période d'avant la guerre. ”

La crue du siècle

Nichée dans une vallée entourée de cinq montagnes à la végétation persistante, Sarajevo s'étend sur les rives de la Miljacka. Célébrée dans de nombreuses chansons populaires, la rivière est bordée par certains des monuments les plus emblématiques de la ville. Plus d'une douzaine de ponts traversent Sarajevo, dont le pont Latin, le lieu de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, qui a déclenché la Première Guerre mondiale.

Un court trajet en voiture en direction de l'est, le long de la Miljacka, vous emmène du centre-ville vers des forêts sombres et denses. Là, vous passez du territoire de la Fédération de Bosnie-Herzégovine à celui de la Republika Srpska, toutes deux des entités autonomes formées après la guerre. La Republika Srpska, dont la population est majoritairement serbe, couvre une grande partie de l'est et du nord du pays.

Si vous tournez à droite, la route vous mènera jusqu'à la station de ski olympique de Sarajevo. Si vous vous dirigez vers la gauche, vous emprunterez l'un des itinéraires les plus pittoresques du pays, pour finalement atteindre Bijeljina, la deuxième ville de la Republika Srpska par le nombre d'habitants. À l'image de Sarajevo, Bijeljina a été confrontée à une histoire récente tumultueuse. En mai 2014, elle a été l'épicentre de la pire inondation de l'histoire de l'Europe du Sud-Est. La crue a touché plus de 100 000 personnes, dont 33 000 ont été évacuées. Elle a submergé plus de 90 000 hectares de terres et 35 000 maisons et bâtiments. Selon les estimations, les dommages se sont montés à 1 milliard d'euros.

Au cours de la dernière décennie, Miroslav Čvrgić, directeur adjoint de l'établissement public de gestion de l'eau de la Republika Srpska, a travaillé sur un projet visant à protéger la région contre de futures inondations. Financé en partie grâce à un concours de 74 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement, le projet a permis de remettre en état 160 km de canaux et 100 km de digues et rendu la région plus résistante aux inondations, dont la fréquence s'accroît sous l'effet des changements climatiques. « Nous sommes désormais protégés contre des inondations catastrophiques comme la crue de 2014, celle que l'on appelle la crue du siècle », déclare Miroslav Čvrgić, qui habite Bijeljina.

Alors qu'il parle, les premières gouttes de pluie commencent à tomber. « Ça va », dit-il en regardant le ciel, « nous n'avons plus peur de la pluie ».

« Je me sens enfin comme un vrai médecin »

Lorsque les inondations ont frappé la ville en 2014, le nouvel hôpital a apporté un soutien indispensable. Le grand établissement de santé est le premier à avoir été construit dans la région de Bijeljina depuis 1939. « C'était à l'époque le plus grand projet de santé de la Republika Srpska et tous les yeux étaient rivés sur nous », explique Siniša Maksimović, alors directeur de l'hôpital.

Ouvert en 2013 après un chantier de seulement trois ans, le nouvel hôpital doté de près de 250 lits et cinq salles d'opération a remplacé plusieurs installations vétustes. « Tout était neuf : les équipements, le bâtiment ; c'était l'établissement de santé le plus moderne du pays à l'époque », explique Siniša Maksimović. « Et nous sommes parvenus à faire en sorte qu'il le reste. »

Pour l'infirmière en chef Radmila Simić, qui travaille à l'hôpital depuis 24 ans, l'emménagement dans ce nouveau bâtiment a apporté beaucoup de changements. « Nous avons l'impression de commencer une nouvelle ère pour nos soins de santé », se souvient-elle. « Depuis lors, nous avons constaté des progrès rapides. » Aujourd'hui, l'hôpital attire des patients de toute la Bosnie-Herzégovine et même des pays voisins. « Nous apportons des soins de santé de qualité qui n'étaient pas disponibles auparavant », explique Mikajlo Lazić, pédiatre et actuel directeur de l'hôpital.

La construction de l'hôpital relevait d'un projet de 115 millions d'euros financé par la Banque européenne d'investissement, qui comprenait également la reconstruction du centre clinique de Banja Luka, la plus grande ville de la Republika Srpska. En 2023, la BEI a signé un autre prêt pour appuyer la construction d'un nouveau campus médical à l'université de Banja Luka ainsi que la poursuite des travaux de modernisation de son centre clinique. « Le plus important est que nos patients soient satisfaits », affirme Radmila Simić.

L'hôpital a changé la donne pour les patients comme pour le personnel. « Lorsque le nouveau bâtiment a ouvert ses portes », se souvient Siniša Maksimović, « un collègue est venu me voir après une garde de nuit et m'a dit : " Je me sens enfin comme un vrai médecin ". »

« Le fleuve, c'est la vie »

Bijeljina, située entre la Save et la Drina, n'est pas l'unique région de Bosnie-Herzégovine caractérisée par ses cours d'eau. Le pays lui-même tire son nom de la Bosna, hydronyme dérivé d'un mot illyrien signifiant « eau courante ». Mais aucun cours d'eau ne définit mieux une région que la Neretva, dans le sud. Ce fleuve long de 225 km est célèbre pour ses eaux glacées émeraude, les plus froides du monde. Il traverse des gorges spectaculaires et des villes chargées d'histoire, notamment Mostar, dont le Vieux pont est l'un des monuments les plus emblématiques du pays. Détruit pendant la guerre dans les années 1990 et reconstruit plus tard, il représente aujourd'hui un puissant symbole de réconciliation.

« Lorsque j'étais enfant, nous nagions à proximité des plages en plein centre, à 50 mètres à peine de la vieille ville », se remémore Emir Nuspahić, qui a habité là toute sa vie. « Mais nous prenions cela pour argent comptant. » Des réseaux d'assainissement mal gérés ont altéré la qualité de l'eau, mettant ainsi en péril les fameuses teintes turquoise et vertes du fleuve. « Le développement de la ville ne s'est pas accompagné d'une planification adéquate du réseau d'assainissement et nous nous sommes retrouvés avec d'importants rejets d'eaux usées sous le couvert végétal le long des berges », regrette-t-il.

Emir Nuspahić est né et a grandi à Mostar. Il n'a jamais quitté la ville et a, lui aussi, fondé une famille sur les rives de ce fleuve. « On compare la vie à un fleuve, mais ici, le fleuve, c'est la vie », explique-t-il.

Résolu à rendre au fleuve sa splendeur, Emir Nuspahić a consacré les dix dernières années à diriger un projet de nettoyage dans le cadre de ses fonctions au sein de l'administration municipale. « Nous avons installé des collecteurs de boues de grand diamètre des deux côtés du fleuve pour éviter que les eaux usées ne se déversent directement dans la Neretva. Et les résultats sont déjà visibles. »

À seulement 25 km au nord-ouest de Mostar, un autre homme s'est donné pour mission de sauver le cours d'eau de sa région. Boro Đolo a grandi le long des rives de la Lištica. « Ici, on apprend à nager avant d'apprendre à marcher », plaisante-t-il.

Ce grand-père placide s'attelle pendant son temps libre à la restauration de la population indigène de poissons au sein d'une organisation locale. Sur le plan professionnel, cela fait 35 ans que Boro Đolo travaille dans le secteur de l'eau pour la ville de Široki Brijeg. Il y dirige un projet d'amélioration des services d'assainissement afin de protéger la Lištica. La ville a déjà construit ou remis en état 25 km de conduites d'égout et 4 km de collecteurs d'eaux pluviales et elle bâtit actuellement une station d'épuration afin de desservir ses 15 000 habitants.

Les projets à Mostar et Široki Brijeg s'inscrivent dans le cadre d'un effort plus vaste, financé par la Banque européenne d'investissement, visant à améliorer l'eau et l'assainissement dans l'ensemble de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Le financement de 60 millions d'euros pour ces initiatives fait partie d'un engagement plus large de 240 millions d'euros de la Banque en faveur des infrastructures hydriques et de la protection contre les inondations dans le pays.

Grâce à la force du vent

La Banque européenne d'investissement ne se contente pas de protéger l'environnement. Elle aide également la Bosnie-Herzégovine à se préparer à la transition écologique en soutenant ses objectifs en matière d'énergies renouvelables. BEI Monde, la branche de la Banque spécialisée dans le développement, a signé un prêt de 36 millions d'euros avec la compagnie publique d'électricité du pays pour la construction d'un parc éolien de 50 MW sur le haut plateau du mont Vlašić, dans le centre géographique du pays.

Ce parc éolien devrait renforcer l'approvisionnement du pays en énergie et la production d'électricité à partir de sources renouvelables. Connu localement pour son fromage de brebis traditionnel, le mont Vlašić accueillera bientôt 18 éoliennes. La production annuelle d'électricité dans le cadre du projet devrait atteindre 115 GWh et permettra d'alimenter 20 000 foyers et de réduire les émissions de CO₂ de 140 000 tonnes par an, ce qui équivaut à retirer 33 000 voitures de la circulation sur la même période.

Le prêt vient s'ajouter aux subventions de 21 millions d'euros accordées par l'Union européenne au titre du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux.

Sur la route

Tout comme la Neretva rapproche les habitants de l'Herzégovine, la nouvelle route régionale devrait favoriser les liens avec l'ensemble du pays.

Connu sous le nom de corridor Vc, cet axe de 679 km va de Budapest à la côte croate et la majeure partie de son tracé est en Bosnie-Herzégovine. L'autoroute reliera les personnes et les entreprises, raccourcira les temps de trajet et renforcera les liens économiques. En outre, elle matérialise et symbolise la trajectoire du pays vers l'Union européenne.

Comptant plus de 148 ponts et 46 tunnels, le corridor Vc est le plus vaste projet d'infrastructure de Bosnie-Herzégovine. Le percement du plus long tunnel du pays et l'ouverture du pont d'Herzégovine long de 1 km sur la Neretva ont mis en évidence les progrès importants réalisés en 2024. La Banque européenne d'investissement a joué un rôle clé dans ces aménagements. Elle a investi à ce jour plus de 1 milliard d'euros dans le corridor Vc.

“ **Nous n'avons plus peur de la pluie.** ”

SUR LA BONNE VOIE

L'Albanie reconstruit ses chemins de fer avec le soutien financier et technique de l'UE, tout en réduisant ses émissions.

La vitesse moyenne de circulation des trains entre la ville de Vorë, dans le centre de l'Albanie, et la frontière avec le Monténégro ne dépasse pas les 50 km/h du fait d'un entretien insuffisant des voies depuis des décennies. Dans le cadre de la stratégie de croissance durable du pays, les pouvoirs publics investissent dans la modernisation du réseau ferroviaire, un plan qui permettra de réduire les émissions, d'améliorer la sécurité et de raccourcir les temps de trajet. Les trains pourront ainsi atteindre jusqu'à 120 km/h de moyenne, soit plus du double de leur vitesse actuelle.

Au titre du plan économique et d'investissement de la Commission européenne, le projet bénéficie d'un dispositif de financement de l'UE composé d'un prêt de 100 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement et d'une subvention à l'investissement de 126 millions d'euros du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux, qui sera complété par un prêt de 98,75 millions d'euros de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Prolongeant le corridor méditerranéen du RTE-T central, la ligne Vorë-Hani i Hotit relie Tirana à Podgorica et, au-delà, au réseau ferroviaire européen principal. Le projet relève du plan des pouvoirs publics visant à remettre en état environ 420 km de voies ferrées qui partent de la ville de Durrës et qui se divisent ensuite vers le nord et vers l'est. Construite principalement entre 1947 et 1987, l'infrastructure ferroviaire albanaise s'est progressivement détériorée en raison d'un financement et d'un entretien insuffisants. Le tremblement de terre dévastateur qui a frappé le pays en 2019 a encore aggravé la situation.

Aujourd'hui, l'Albanie projette de moderniser, de reconstruire et d'électrifier plus de 75 % de son réseau ferroviaire au cours des dix prochaines années.

“ **Nous sommes nombreux dans ce cas ici et nous nous serrons les coudes.** ”

« La Banque européenne d'investissement demeure l'un de nos partenaires les plus importants pour la réalisation de plusieurs projets stratégiques concernant les infrastructures routières et ferroviaires », affirme Belinda Balluku, vice-Première ministre et ministre des infrastructures et de l'énergie de l'Albanie.

Avec plus de 1,9 milliard d'euros investis à ce jour dans les chemins de fer des Balkans occidentaux, le bras financier de l'Union européenne compte parmi les principaux bailleurs de fonds du secteur dans la région. Parallèlement à ce financement, des experts du programme de conseil Jaspers, financé par la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement, ont élaboré un plan d'action visant à renforcer les capacités de gestion des projets d'infrastructure ferroviaire en Albanie.

« Notre soutien consultatif a créé un environnement favorable au sein de la compagnie ferroviaire qui permettra de renforcer ses compétences et de remettre le rail sur la bonne voie », a déclaré Jakubik Denis, chargé de mission chez Jaspers.

« Cela devrait avoir une incidence positive sur le pays, en contribuant également à l'intégration progressive des chemins de fer albanais dans le réseau ferroviaire et le marché européens, ainsi qu'au processus d'adhésion à l'UE. »

SE SERRER LES COUDES

La relance de l'Ukraine met l'accent sur le chauffage, l'électricité, l'eau, les hôpitaux, les femmes et les écoles.

Vadym Tchoursin a perdu sa mère bien avant la guerre. Son père, Dmytro, est son meilleur ami depuis qu'il est très jeune. Leurs liens se sont encore resserrés depuis qu'ils ont fui la ville où ils habitaient, près de la frontière sud de l'Ukraine, après son occupation par des soldats russes. « Aujourd'hui, il ne reste presque plus rien de notre maison et aucun bâtiment ne tient encore debout dans notre ancienne ville », explique Vadym, âgé de 16 ans. Depuis deux ans, le père et le fils louent la moitié d'une maison à Odessa, tout près de la nouvelle école de Vadym. « Nous sommes ce que l'on appelle des personnes déplacées. Nous sommes nombreux dans ce cas ici et nous nous serrons les coudes. »

Vadym fréquente l'école n° 41 d'Odessa, l'un des premiers établissements scolaires remis en état dans le cadre du premier programme d'appui à la relance de la Banque européenne d'investissement en Ukraine. La Banque européenne d'investissement contribue à la rénovation de plus de 300 écoles, jardins d'enfants, hôpitaux et logements sociaux dans environ 150 villes ukrainiennes. Elle a amélioré la gestion de l'électricité, du gaz, de l'eau, de l'assainissement et des déchets solides dans plus d'une dizaine de régions et a achevé plus de 100 projets. Elle reçoit chaque semaine de nouvelles demandes d'aide.

Nos principales initiatives

- Au cours des trois dernières années, le Groupe BEI a décaissé plus de 2 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine pour réparer les dommages dans les villes et répondre à des besoins urgents. La Banque a prêté environ 4 milliards d'euros aux pays voisins de l'Ukraine à l'appui du logement, des écoles, de la santé et de l'emploi des réfugiés.
- Le fonds « EU for Ukraine » compte parmi les outils de financement disponibles les plus récents et vise à reconstruire les bâtiments municipaux, à restaurer les services publics et à offrir une aide aux entrepreneurs. Les pays de l'Union européenne se sont engagés à verser plus de 420 millions d'euros à ce fonds.
- La Banque européenne d'investissement est partenaire d'un mécanisme de financement de l'Union européenne appelé facilité pour l'Ukraine. Ce programme de relance doté de 50 milliards d'euros s'étendra jusqu'en 2027. La Banque en consacra plus de 2 milliards d'euros à l'énergie, aux routes, aux chemins de fer, à l'eau, au logement et à l'éducation.
- Parmi les projets importants mis en œuvre en 2024 figurent le déploiement en Ukraine du 112, le numéro d'appel d'urgence européen, afin de joindre les services de police, d'ambulance ou de pompiers ; le soutien à UNIT.City, le premier pôle d'innovation d'Ukraine pour les compétences et formations numériques ; et un prêt de 50 millions d'euros pour de nouvelles rames de métro à Kiev.
- En septembre 2024, le bras financier de l'Union européenne a proposé un plan de sauvetage énergétique de 600 millions d'euros pour aider l'Ukraine à l'approche de l'hiver, de sorte que les entreprises et les ménages disposent d'électricité et de chaleur. Des abris seront construits pour protéger les sous-stations électriques contre les bombardements.

DES FONDS PROPRES POUR DES RÉSULTATS CONCRETS

De la logistique en Afrique australe à l'éolien marin en Asie de l'Est, la Banque européenne d'investissement investit en fonds propres dans des fonds d'impact dont les projets changent la donne.

Chaque jour, un millier de camions traverse la frontière entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, en direction du port de Maputo. Le trajet de 100 km jusqu'à la côte dure en règle générale jusqu'à 12 heures. Des camions chargés de marchandises telles que chrome, magnétite et agrumes mettent de six à huit heures pour simplement passer la frontière et remplir les formalités douanières. Mais quelques kilomètres avant le début des embouteillages, une nouvelle route mène à un autre poste de passage géré par The Logistics Group. L'entreprise sud-africaine est soutenue par le Groupe Banque européenne d'investissement au moyen d'une participation de près de 75 millions de dollars dans les fonds d'Africa Infrastructure Investment Managers, un gestionnaire de fonds basé au Cap. Les formalités ne durent ici que 45 minutes et les marchandises sont transbordées sur des trains directs à destination de Maputo. « Vous n'avez pas besoin de vous garer, de sortir de votre camion ou de vous préoccuper des formalités », explique Anton Potgieter, directeur général de The Logistics Group. Les clients non seulement gagnent du temps, mais ils font aussi des économies et réduisent leurs émissions de carbone.

Pour soutenir des entreprises à l'image de The Logistics Group dont les projets contribuent à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Union européenne dans des régions comme l'Afrique australe, la Banque européenne d'investissement investit dans des fonds d'impact qui disposent d'une expérience et d'un savoir-faire. « Pour obtenir des résultats concrets, il faut des fonds propres », explique Gergely Horvath, chargé d'investissement à la Banque européenne d'investissement. « C'est ce qui permet de changer la donne. » La Banque européenne d'investissement travaille depuis 2008 avec Africa Infrastructure Investment Managers. En 2024, elle a investi 30 millions d'euros supplémentaires dans les fonds du gestionnaire.

Un parc éolien à Taiwan

En investissant dans des fonds ciblés dotés de gestionnaires expérimentés, la Banque européenne d'investissement peut soutenir la réalisation des objectifs stratégiques de l'Union européenne avec des partenaires du monde entier. Par exemple, grâce à son investissement de 100 millions de dollars dans Global Markets Fund II de Copenhagen Infrastructure Partners, la Banque contribue au développement de l'éolien marin sur les marchés émergents. À 11 km au large de la côte ouest de Taiwan, le parc éolien marin Changfang-Xidao soutenu par le gestionnaire de fonds danois a été achevé en mai 2024 et devrait atteindre près de 600 MW de puissance installée à plein régime, avec à la clé une augmentation de 25 % la capacité de production éolienne en mer de l'île.

“ Pour obtenir des résultats concrets, il faut des fonds propres. ”

UN AVENIR FAIT DE DIVERSITÉ

Une banque mauritanienne propose des prêts afin d'améliorer les perspectives d'entrepreneuriat et d'emploi pour les femmes et les jeunes.

Quand Cheikh Mohamed Elkarachi a repris les rênes de l'entreprise de son père, pendant la pandémie de COVID-19, l'un des premiers changements qu'il a apportés visait à aider les femmes sur leur lieu de travail. « Je voulais embaucher des femmes, mais nous n'avions même pas de toilettes qui leur étaient réservées », explique Cheikh Mohamed Elkarachi, directeur général de Rim Foam, l'un des principaux fournisseurs de mousse de polyuréthane et de matelas de Mauritanie. « J'ai fait ajouter des toilettes pour les femmes, afin qu'elles se sentent plus à l'aise pour travailler ici, et j'ai commencé à en embaucher à des postes clés, car je pense qu'il est nécessaire d'accroître la diversité dans les entreprises mauritaniennes. »

Pour pouvoir apporter ces améliorations et accroître la production, le chef d'entreprise a contracté en mai 2024 un prêt d'un montant modeste auprès d'une banque locale, la Banque pour le commerce et l'industrie de Mauritanie. Cette dernière a pu lui apporter un soutien, comme à de nombreux autres entrepreneurs, grâce à un prêt de 20 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement. Ce prêt signé en février 2024 visait à proposer une aide financière aux petites et moyennes entreprises, en particulier à celles qui emploient des jeunes et des femmes en Mauritanie. Vers la fin de 2024, la Banque pour le commerce et l'industrie avait déjà accordé de petits prêts pour un montant total représentant environ la moitié du financement qu'elle avait reçu de la Banque européenne d'investissement.

Le courage d'investir dans des idées

L'objectif principal du prêt de la Banque européenne d'investissement est de stimuler l'emploi et d'encourager davantage de personnes à créer une entreprise. L'économie mauritanienne a beaucoup souffert pendant la pandémie et les besoins d'investissement dans la croissance des entreprises sont immenses. Parmi les entreprises qui ont bénéficié du soutien de la Banque pour le commerce et l'industrie en 2024 figurent le fabricant de mousse de polyuréthane dirigé par Cheikh Mohamed Elkarachi, des cliniques privées, des installateurs de panneaux solaires, un fabricant de pâtes et un fournisseur d'équipements pour la transformation du riz.

En Mauritanie, l'inclusion économique est plus faible que dans de nombreux pays voisins, comme le Maroc et le Sénégal, surtout pour les femmes. Le pourcentage de femmes dans la population active est d'environ 26 %. Selon la Banque mondiale, ce niveau est resté quasiment le même au cours des dernières décennies. Parmi les hommes, la participation au marché du travail est d'environ 60 %. Le produit intérieur brut augmenterait sensiblement si l'on aidait les femmes à trouver un emploi. Le chômage des jeunes est également élevé en Mauritanie, à environ 24 %.

“ Je pense qu'il est nécessaire d'accroître la diversité dans les entreprises mauritaniennes. ”

Pour obtenir le soutien de la Banque pour le commerce et l'industrie, les entreprises mauritaniennes doivent démontrer qu'elles s'efforcent de s'aligner sur le Défi 2X, une initiative mondiale lancée à l'occasion d'un Sommet économique du G7 en 2018 pour aider les banques de développement à investir en faveur des femmes. Le dernier objectif en date du Défi 2X consiste à investir au moins 20 milliards de dollars à l'appui des femmes sur la période allant de 2024 à 2027. « La Mauritanie recèle un vaste potentiel de croissance durable, notamment grâce à la richesse de ses ressources naturelles, au développement des énergies renouvelables et à l'abondance de ses ressources halieutiques », déclare Marc-Antoine Coursaget, chargé de prêts pour l'Afrique de l'Ouest à la Banque européenne d'investissement. « En donnant des moyens d'action aux femmes et aux jeunes, nous pouvons tirer parti de ces atouts et créer une économie plus résiliente. »



8

UNION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

“

Nous continuons de jouer un rôle pionnier afin de démontrer le potentiel de la technologie des registres distribués pour favoriser la transparence, l'efficacité et la sécurité sur les marchés des capitaux. En novembre, nous avons mené à bien quatre opérations numériques (trois émissions d'obligations et un investissement obligataire) en étroite collaboration avec des acteurs majeurs du marché. Il s'agit d'une étape importante pour tester et faire progresser des solutions numériques et promouvoir leur intégration dans l'écosystème financier européen. ”

Marco Zimmermann, directeur des départements Trésorerie et Marchés des capitaux, direction des finances de la BEI

DES PLATEFORMES POUR MOBILISER DU CAPITAL

L'union des marchés des capitaux stimulera les marchés de la titrisation et du capital-risque pour renforcer l'investissement dans l'économie réelle. Des pionniers européens montrent déjà la voie.

Lorsqu'il lui a fallu moderniser ses lignes de production d'emboutissage de métaux, IPM Rubi, entreprise de taille intermédiaire implantée à Vitoria-Gasteiz, s'est adressée à Banco Santander pour solliciter un financement. Grâce au prêt de 4 millions d'euros que lui a accordé la banque espagnole, IPM Rubi a pu moderniser ses usines en Galice et dans la région d'Álava. Elle a ainsi réduit de moitié sa consommation d'énergie et, donc, ses émissions, ce qui lui a valu un prix du développement durable en octobre 2024. La mise à niveau technique des installations a également permis à IPM Rubi, qui emploie 400 personnes, de s'adapter aux évolutions de l'industrie automobile et de conserver ses deux plus gros clients, Mercedes Benz et Stellantis, entreprise à la tête d'une constellation de marques automobiles, dont Fiat, Opel et Peugeot.

« Pour nous, cette modernisation, essentielle, était une question de survie. Sans ce projet, notre entreprise n'avait pas d'avenir », explique Ricardo Romo, directeur général d'IPM Rubi. « Et nous n'aurions rien pu faire sans le financement que nous avons obtenu. »

Les lignes de production qui ont été modernisées sont celles des véhicules de tourisme. Mais Ricardo Romo estime qu'il devra bientôt moderniser aussi ses lignes dédiées aux poids lourds : « Nous espérons obtenir de nouveaux financements auprès des banques, afin d'accompagner l'électrification de l'industrie automobile. »

“ Sans ce projet, notre entreprise n'avait pas d'avenir. ”

C'est là que se confrontent le monde de l'industrie d'IPM Rubi, dont l'activité d'emboutissage des métaux a généré un chiffre d'affaires de 128 millions d'euros en 2023, et celui, mystérieux et abstrait, de la titrisation financière. Banco Santander regroupe des prêts comme celui accordé à IPM Rubi pour les transformer en titres qu'elle vend à des investisseurs. Elle utilise le produit de cette cession pour financer de nouveaux prêts, comme celui dont IPM Rubi espère bénéficier pour sa ligne de production pour les poids lourds. La titrisation représente un immense marché liquide aux États-Unis et en Asie.

L'Europe quant à elle s'efforce de rattraper son retard, de sorte à accroître l'offre de financements destinés aux entreprises, comme IPM Rubi, qui sont vitales pour l'économie réelle. La Banque européenne d'investissement investit dans des titres adossés à des actifs émis par des banques européennes et conçoit des structures de titrisation innovantes qui, l'espère-t-elle, favoriseront l'élargissement du marché. Cette intervention s'inscrit dans le cadre de son soutien à l'union des marchés des capitaux, le marché unique des capitaux à l'échelle du continent.

Une solution efficace pour financer les PME

En Europe, la réglementation est plus stricte qu'aux États-Unis et en Asie, ce qui a freiné la croissance de la titrisation, en particulier sur le segment des titres les mieux notés générant un rendement inférieur. Afin de rattraper ce retard, le Groupe BEI soutient des banques innovantes en investissant massivement dans des opérations de titrisation qui apportent de la liquidité au marché.

“ Nous devons orienter stratégiquement les investissements et les efforts du Groupe BEI là où le marché et les initiateurs ont le plus besoin de nous. ”

Le bras financier de l'Union européenne s'attache ainsi à promouvoir l'union des marchés des capitaux. Dans le même temps, il mobilise aussi des financements pour les petites et moyennes entreprises (PME) dans divers secteurs, dont des domaines clés tels que l'action en faveur du climat et l'innovation. « Nous intensifions notre participation au marché de la titrisation », déclare Manuel Conthe, chargé de prêts à la Banque européenne d'investissement. « C'est là un moyen efficace de financer des prêts pour les PME. »

Le Groupe BEI a ainsi signé en mai 2024 un investissement de 530 millions d'euros dans une opération de titrisation avec Banco Santander. La Banque européenne d'investissement a investi 440 millions d'euros dans des tranches de titres assortis d'une note élevée et adossés à un portefeuille de prêts de Santander à ses clients, et 60 millions d'euros dans des tranches ne relevant pas de la catégorie « investissement ». En contrepartie, Santander s'est engagée à octroyer de nouveaux prêts pour le double de ce montant aux PME et aux entreprises de taille intermédiaire (ETI) espagnoles, qui sont essentielles pour l'économie du pays et jouent un rôle crucial dans la dynamique de l'emploi et de la croissance. « En plaçant ces obligations, nous libérons de la capacité de crédit supplémentaire en faveur des clients », affirme Koldo Oleaga Gascue, responsable de la mobilisation d'actifs chez Santander à Madrid. « Nous recyclons du capital et nous renforçons le soutien que nous apportons aux collectivités et à nos clients. »

Comblant une lacune du marché de la titrisation

Le marché européen de la titrisation s'est développé quelque peu depuis le milieu de la dernière décennie. Cette croissance se limite toutefois, pour l'essentiel, aux tranches des opérations qui comportent un risque moindre. Dans la majorité des titrisations, les tranches dites de premier rang, dont le risque et donc le rendement sont plus faibles, représentent la plus grande partie de la structure – souvent près de 80 %, comme dans l'opération Santander. Par conséquent, les banques comme Santander ont un volume important à placer sur le marché pour cette catégorie de tranches.

C'est là que les interventions du Groupe BEI jouent un rôle majeur. « En acquérant une part importante de la tranche de premier rang, le Groupe BEI facilite le placement sur le marché de toute la structure dans les très grandes opérations », affirme Bálint Kónya, analyste en financement structuré au Fonds européen d'investissement.

Le Fonds européen d'investissement est la filiale de la Banque européenne d'investissement dont l'activité est centrée sur les PME. Son investissement dans l'opération de titrisation Santander est nettement plus modeste (30 millions d'euros), mais son expertise en titrisation synthétique joue un rôle clé dans la structuration, la négociation et l'exécution des titrisations tant pour son compte que pour celui de la Banque. Pour la contribution du Fonds européen d'investissement, Santander s'est engagée à constituer un portefeuille de 60 millions d'euros de nouveaux prêts pour des PME et de petites ETI, dont 30 % seraient affectés à des investissements durables et 20 % à des projets intégrant la dimension d'équilibre hommes-femmes (à l'appui d'entreprises dirigées par des femmes, par exemple).

Karen Huertas, gestionnaire principale d'investissements au Fonds européen d'investissement, estime que ces opérations témoignent de l'importance de la contribution du Groupe BEI à l'union des marchés des capitaux. « Grâce à la participation du Groupe BEI à ces opérations, les titrisations sont efficaces sur le plan économique et font l'objet d'un placement réussi sur le marché. Nous continuons de contribuer à la croissance de l'économie européenne », affirme Karen Huertas. « Nous devons orienter stratégiquement les investissements et les efforts du Groupe BEI là où le marché et les initiateurs ont le plus besoin de nous. »

Voir le jour dans l'Union européenne et y prospérer

Généralement, les entreprises européennes dépendent davantage du financement bancaire que celles établies aux États-Unis et en Asie, où le marché du capital-risque est plus développé. Dans ce contexte, les jeunes pousses européennes sont souvent rachetées par des investisseurs américains. En Europe, les marchés des capitaux ne sont pas non plus aussi profonds qu'aux États-Unis, car leur échelle est nationale et donc leur envergure relativement limitée.

Les derniers progrès de l'union des marchés des capitaux ont été amorcés par une initiative de la Commission européenne en 2020. Lors d'un sommet de la zone euro à Bruxelles en mars 2023, les chefs de gouvernement de l'UE ont préconisé « l'intensification des efforts collectifs, en associant les décideurs politiques et les acteurs du marché dans toute l'Union, afin de faire progresser l'union des marchés des capitaux ». En octobre 2024, les ministres des finances de l'UE ont salué les propositions de la Banque européenne d'investissement destinées à approfondir l'union des marchés des capitaux.

Nadia Calviño, présidente de la BEI, a détaillé comment la Banque pourrait mettre en place certains des éléments constitutifs d'une union des marchés des capitaux, afin que « les idées nées dans l'Union européenne puissent y rester ». Parmi ces idées, la mise en place d'une plateforme de titrisation favoriserait la standardisation des opérations et permettrait à des banques de taille plus modeste de libérer du capital pour accorder de nouveaux prêts aux PME.

Un processus chronophage

La standardisation serait un aspect important, car les opérations de titrisation sur mesure représentent un processus complexe et long.

En juillet 2024, la Banque européenne d'investissement a signé une opération avec BPCE, un grand groupe bancaire français. La Banque européenne d'investissement et le Fonds européen d'investissement ont fait l'acquisition d'obligations de premier rang, à hauteur de 750 millions d'euros pour la BEI et de 50 millions d'euros pour le FEI. En contrepartie, BPCE s'est engagée à accorder de nouveaux prêts pour le double de ce montant en l'espace de trois ans. Cette opération constitue une première pour la Banque européenne d'investissement en France. Les nouveaux prêts iront à de petites entreprises du secteur de l'innovation, dont les technologies de la santé. « C'est une activité que nous voulons absolument développer », affirme Nicolas Mardam-Bey, chargé de prêts à la BEI, qui a travaillé sur l'opération. « L'union des marchés des capitaux devrait assouplir les réglementations pour permettre davantage d'émissions. »

“ **Le volume des opérations de la Banque européenne d'investissement est un gage d'efficacité économique.** ”

En attendant que l'union des marchés des capitaux progresse, la participation de la Banque européenne d'investissement elle-même facilite des opérations qui ne pourraient être menées à bien sans son intervention. « Le volume des opérations de la Banque européenne d'investissement est un gage d'efficacité économique », selon Jean-Philippe Foeillet, responsable expert chez Natixis, la banque d'investissement du groupe BPCE. « Ces opérations sont exigeantes en ressources, en temps et en technologies de l'information. Par conséquent, les économies d'échelle générées rendent leur gestion plus viable. »

Compte tenu de l'échelle de l'opération avec la Banque européenne d'investissement, Jean-Philippe Foeillet est assuré de pouvoir attirer d'autres investisseurs dans la même structure.

Des structures sous forme de plateformes

La structure de l'opération BPCE est plus complexe – mais aussi plus innovante – que celle d'une titrisation classique.

La plupart des opérations de titrisation sont adossées à un portefeuille de prêts sous-jacents consentis au cours d'une période donnée. La titrisation BPCE permet à la banque française de remplacer périodiquement les prêts sous-jacents par de nouveaux prêts. La banque a effectivement la possibilité de conserver la même structure pendant plusieurs dizaines d'années, bien après le remboursement des premiers prêts sous-jacents. Il s'agit là d'une structure plus proche du type de plateforme de titrisation que la Banque européenne d'investissement peut mettre en place pour soutenir l'union des marchés des capitaux, comme l'explique Jesper Skoglund, gestionnaire en financement structuré au Fonds européen d'investissement, qui a travaillé sur l'opération BPCE. « Nous voulons continuer à déployer ce type d'instruments de titrisation pour encourager de nouveaux prêts », précise-t-il. « Cela dynamisera le marché de la titrisation en Europe et stimulera l'octroi de prêts à l'économie réelle. »

Champions technologiques

Le Fonds européen d'investissement est également à l'origine d'une autre initiative du Groupe BEI relative à l'union des marchés des capitaux, qui est, effectivement, une plateforme d'investissement à part entière.

L'initiative Champions technologiques européens a pour objectif de combler une lacune sur le marché européen du capital-risque, en mobilisant des ressources publiques et privées. De fait, les entreprises européennes spécialisées dans les technologies de rupture sont financées, pour la plupart, par des investisseurs étrangers. Seule une faible proportion d'entre elles a des investisseurs européens, et quasiment aucun financement ne provient des marchés des capitaux.

Le Fonds européen d'investissement fournit une large part du capital-risque disponible en Europe, en investissant dans des fonds qui investissent à leur tour dans de jeunes pousses et des entreprises en expansion. L'initiative Champions technologiques 2.0 sera de même nature, mais elle aura également vocation à mobiliser d'importants gisements de ressources provenant de compagnies d'assurance et de fonds de pension européens, par exemple, au moyen d'un instrument d'investissement. D'une manière générale, ces investisseurs ne jugent pas intéressant d'investir en capital-risque du fait que les montants sont relativement modestes au regard du temps et des ressources nécessaires. Grâce à l'initiative Champions technologiques 2.0, ils pourront investir plus largement au moyen d'un instrument qui leur donne un accès immédiat à un portefeuille européen diversifié de capital-risque. « Dès lors que les investisseurs se seront familiarisés avec la classe d'actifs, ils seront davantage enclins à engager des ressources importantes », estime Adrian Zambrano, expert en structuration au Fonds européen d'investissement.

Le marché européen du capital-risque sera stimulé à double titre par l'initiative Champions technologiques. Premièrement, les investisseurs tels que les fonds de pension accéderont au marché au moyen de la plateforme Champions technologiques. Deuxièmement, la forte augmentation des investissements dans les fonds de capital-risque en découlant permettra à un plus grand nombre de ces fonds d'atteindre leurs objectifs de collecte de ressources et, par conséquent, de mettre davantage de financements à la disposition des jeunes pousses et des entreprises en expansion. « Nous cherchons à rendre cette catégorie d'actifs accessible aux investisseurs européens », explique Adrian Zambrano. « Même si la tâche est très difficile, nous estimons que cette solution permettra de grandes avancées. »

Six États membres de l'UE et la Banque européenne d'investissement ont investi 3,7 milliards d'euros pour lancer le fonds. Il devrait être ouvert à la participation d'investisseurs privés en 2025.

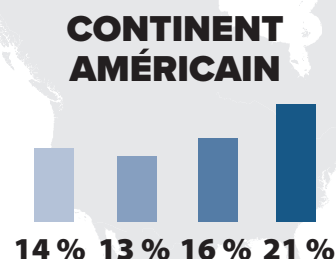
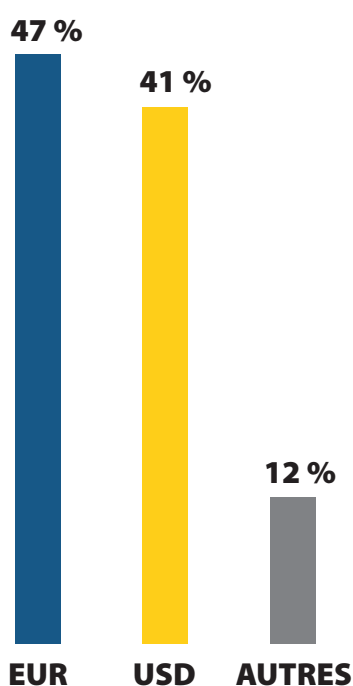
“ **Nous estimons que cette solution permettra de grandes avancées.** ”

L'ORIGINE DES FONDS DE LA BEI

La Banque européenne d'investissement est l'une des plus grandes institutions financières multilatérales au monde et l'un des principaux bailleurs de fonds pour la lutte contre les changements climatiques. Elle s'attache à financer des projets qui stimulent la croissance économique, soutiennent l'action pour le climat et promeuvent le progrès social en Europe et dans le monde. Pour concrétiser ces ambitions et atteindre ses objectifs de prêt, la Banque européenne d'investissement lève des fonds à long terme en procédant à des émissions obligataires sur les marchés internationaux des capitaux. Ces obligations attirent des investisseurs du monde entier.

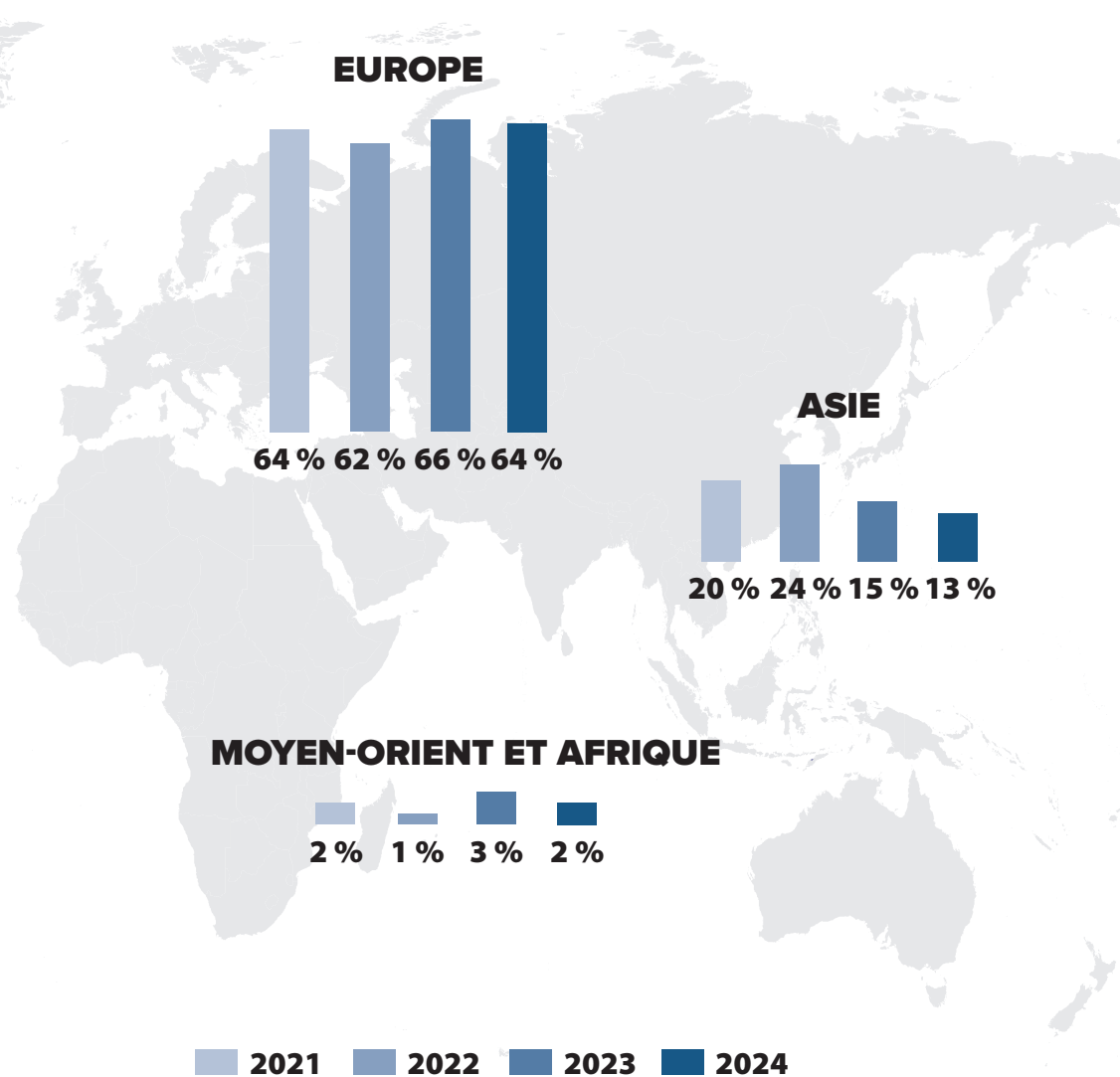
En 2024, nous avons émis pour 63,4 milliards d'euros d'obligations dans 13 monnaies différentes, dont 18,3 milliards d'euros sous forme d'obligations vertes et durables. Si l'accent a été mis sur l'euro et le dollar américain, la Banque a également émis des obligations dans d'autres monnaies telles que le dollar australien, le franc suisse, la livre égyptienne, la livre sterling, le dollar de Hong Kong, la roupie indienne, le peso mexicain, la couronne norvégienne, le zloty, la couronne suédoise et le rand afin de diversifier ses sources de financement.

ÉMISSIONS PAR MONNAIE



Ces émissions continuent d'attirer majoritairement des investisseurs issus du continent européen, qui représentent environ deux tiers de l'investissement total. Le tiers restant provient d'investisseurs en Asie, sur le continent américain, au Moyen-Orient et en Afrique, gage de l'intérêt que suscite la Banque européenne d'investissement à l'échelle mondiale.

En tant que cheffe de file de l'innovation sur les marchés des capitaux, la Banque européenne d'investissement est à l'avant-garde de la finance durable et de la transformation numérique. En 2024, nous avons franchi la barre des 100 milliards d'euros pour nos obligations vertes et durables émises depuis la première obligation verte en 2007. Ces obligations servent à financer des projets environnementaux et sociaux. Dernièrement, nous avons fait figure de précurseurs concernant l'émission de plusieurs obligations numériques. Nous renforçons notre position de chef de file en matière d'innovation numérique avec notre participation, en 2024, aux travaux exploratoires de l'Eurosystème sur les nouvelles technologies pour le règlement en monnaie de banque centrale de gros.



GOVERNANCE

La BEI est à la fois un organe de l'UE, responsable devant les États membres, et une banque qui se conforme aux meilleures pratiques bancaires applicables en matière de prise de décision, de gestion et de contrôle.

Le Conseil des gouverneurs se compose des ministres désignés par chacun des 27 États membres de l'UE, généralement les ministres des finances. Les membres du Conseil des gouverneurs définissent les orientations de la politique de crédit de la Banque et, une fois par an, approuvent les comptes annuels. Ils décident des augmentations de capital et de la participation de la BEI à des opérations de financement à l'extérieur de l'Union européenne. Par ailleurs, ils nomment les membres du Conseil d'administration, du Comité de direction et du Comité de vérification.

Le Conseil d'administration prend les décisions relatives aux prêts, aux programmes d'emprunt et aux autres questions de financement. Il se réunit une fois par mois pour veiller à la bonne administration de la Banque dans le respect des traités de l'UE, des statuts de la BEI et des orientations générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Il se compose de 28 administratrices et administrateurs, à raison d'une personne désignée par chacun des États membres et d'une par la Commission européenne. Il compte également 31 administratrices et administrateurs suppléants. Afin d'élargir les compétences professionnelles disponibles au sein du Conseil d'administration, ce dernier a coopté six expertes et experts qui siègent à titre consultatif, sans droit de vote. Sauf disposition contraire prévue dans les statuts, les décisions sont prises à une majorité représentant au moins 50 % du capital souscrit par les États membres et au moins un tiers des membres ayant droit de vote. Le Conseil d'administration est présidé par la présidente de la Banque, sans droit de vote.

Le Comité de direction est l'organe décisionnel résident de la Banque. Il assure la gestion des affaires courantes de la BEI et prépare les décisions du Conseil d'administration, dont il assure ensuite l'exécution. Il se réunit une fois par semaine. Le Comité de direction travaille sous l'autorité de la présidente et sous le contrôle du Conseil d'administration. Ses huit autres membres sont les vice-présidentes et les vice-présidents de la BEI. Ses membres sont nommés pour un mandat renouvelable de six ans et ne sont responsables que devant la Banque.

La Banque est dotée d'un Comité de vérification indépendant, directement responsable devant le Conseil des gouverneurs. Il est chargé de contrôler les comptes de la BEI et du Groupe BEI, de vérifier chaque année la régularité des opérations et de la tenue des livres de la Banque et de vérifier la conformité des activités de cette dernière avec les meilleures pratiques bancaires. Le rapport annuel du Comité de vérification pour chaque exercice, accompagné de la réponse du Comité de direction, est soumis au Conseil des gouverneurs. Le Comité de vérification est composé de six membres nommés pour un mandat non renouvelable de six exercices consécutifs. En outre, trois observatrices et observateurs peuvent être nommés par le Conseil des gouverneurs pour aider le Comité de vérification à mener des tâches spécifiques.

LES GRANDES LIGNES DU PLAN D'ACTIVITÉ 2025-2027 DU GROUPE BEI

- **Croissance et compétitivité des entreprises**
- **Investissements à plus haut risque sous forme de prêts d'amorçage-investissement**
- **Recherche-développement dans le domaine des technologies de rupture**
- **Énergies renouvelables et infrastructures durables**
- **Sécurité et défense**

Les profonds changements technologiques, l'augmentation des coûts liés aux changements climatiques et la demande d'investissements supplémentaires dans la défense, le logement et les besoins mondiaux sont les priorités attendues pour la période 2025-2027.

Le total de nos opérations signées devrait atteindre environ 95 milliards d'euros en 2025.

L'action pour le climat et la durabilité environnementale continueront de représenter plus 50 % des financements de la Banque en 2025. Nous renforcerons notre soutien à la croissance et à la compétitivité des entreprises tout en investissant davantage dans des projets à plus haut risque sous forme d'apports de fonds propres et de prêts d'amorçage-investissement.

En 2025, nous appuierons en Europe des secteurs tels que les énergies renouvelables et les infrastructures durables, les réseaux énergétiques et les interconnexions, l'amélioration de la production automobile, l'augmentation de la production d'hydrogène vert et des capacités de stockage, ainsi que la réduction des émissions de carbone dans l'industrie lourde.

Nous soutiendrons un nouveau programme en matière de technologies stratégiques TechEU visant à accroître le financement de la recherche, de la transition numérique et des technologies. Nous augmenterons les investissements dans les nouvelles technologies telles que l'informatique quantique, l'intelligence artificielle, les biotechnologies et les sciences de la santé.

Le Groupe BEI intensifiera son aide aux secteurs de la sécurité et de la défense. Des accords de partenariat ont déjà été signés avec le Fonds OTAN pour l'innovation et avec l'Agence européenne de défense.

Nous élargirons le soutien financier et consultatif pour le logement abordable, au bénéfice des jeunes générations en particulier. Nous mettrons davantage l'accent sur trois domaines : la recherche sur les nouvelles technologies de construction, l'efficacité énergétique des logements anciens et la construction de nouveaux logements abordables.

Nous entendons proposer en 2025 de nouvelles initiatives pour une union des marchés des capitaux plus forte. Nous présenterons des propositions pour renforcer les marchés des obligations vertes et numériques afin d'aider les entreprises européennes à se procurer davantage de financements publics et privés. Le Fonds européen d'investissement jouera un rôle clé de chef de file dans le secteur du capital-risque.

BEI Monde concentrera son action sur des secteurs tels que l'approvisionnement en eau, les petites entreprises et l'efficacité énergétique. Nous continuerons à soutenir l'Ukraine et l'élargissement de l'Union européenne à l'Est. Le bassin méditerranéen et l'Afrique subsaharienne demeureront les principales régions bénéficiaires de nos activités dans le monde entier.

Enfin, le Groupe BEI continuera de simplifier les processus afin d'offrir un soutien financier et consultatif plus rapide et de renforcer ainsi la compétitivité de l'Europe. Nous présenterons des propositions ambitieuses visant à simplifier les mandats de financement, à réduire les exigences en matière d'établissement de rapports et à alléger les formalités administratives.



Les grandes priorités de la Banque européenne d'investissement
Cliquez **ici** pour en savoir plus.

PRIORITÉS POUR LA PROSPÉRITÉ



Banque européenne
d'investissement | Groupe